

DÉPARTEMENT DE LA  
CHARENTE MARITIME

-----

ARRONDISSEMENT  
DE ROCHEFORT

-----

CANTON DE ROYAN

-----

COMMUNE DE ROYAN

EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

N° 19.015

L'An Deux Mille Dix-Neuf, le 28 février, à 18 h 00, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de Monsieur Patrick MARENGO, Maire.

DATE DE LA CONVOCATION

Le 22 février 2019

DATE D'AFFICHAGE

Le 22 février 2019

ÉTAIENT PRÉSENTS : M. Patrick MARENGO, M. Jean-Paul CLECH, Mme Éliane CIRAUD-LANOUE, M. Philippe CAU, Mme Marie-Noëlle PELTIER, M. Gérard FILOCHE, Mme Marie-José DAUZIDOU, Mme Nelly SERRE, Mme Dominique BERGEROT, M. Daniel COASSIN, adjoints,

Mme Dominique BARRAUD DUCHÉRON, M. Didier BESSON, Mme Annie CHABANEAU, M. René-Luc CHABASSE, Mme Marie-José DOUMECQ, M. Julien DURESSAY, Mme Dominique GACHET, Mme Thérèse GORDON'S, M. Bruno JARROIR, Mme Régine JOLY, M. Gérard JOUY, M. Gilbert LOUX, M. Denis MOALLIC, Dominique PARSIGNEAU, M. Didier QUENTIN, M. Thierry ROGISTER, Mme Eva ROY, conseillers municipaux

ÉTAIENT REPRÉSENTÉS : M. Yannick PAVON représenté par M. Philippe CAU  
Mme COUDIGNAC représentée par Mme CIRAUD-LANOUE  
M. Jean-Michel DENIS représenté par Mme Annie CHABANEAU

ÉTAIENT ABSENTS-EXCUSÉS : Mme Nancy LEFÈBVRE, M. Pierre PAPEIX, Mme Marie-Claire SEURAT

Nombre de conseillers en exercice : 33

Nombre de présents : 27

Nombre de votants : 30

M. Julien DURESSAY a été élu Secrétaire de Séance.

OBJET : DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES (D.O.B.) – EXERCICE 2019  
PRÉSENTATION DU RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS  
BUDGÉTAIRES (R.O.B.)

RAPPORTEUR : M. CAU

VOTE : UNANIMITÉ

## **I – DISPOSITIONS LEGALES**

Le D.O.B est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des communes de plus de 3 500 habitants (Art.L 2312-1 du CGCT).

En cas d'absence de D.O.B., toute délibération relative à l'adoption du budget primitif est illégale.

Il doit avoir lieu dans les 2 mois précédant l'examen du budget primitif.

De plus, le budget primitif est voté au cours d'une séance ultérieure et distincte, le D.O.B. ne peut intervenir ni le même jour ni la même séance que le vote du Budget Primitif.

Il donne lieu à un débat au conseil municipal. **(Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique transmise en préfecture).**

## **II – MODIFICATIONS LIEES A LA LOI PORTANT NOUVELLE ORGANISATION TERRITORIALE DE LA REPUBLIQUE (NOTRe) DU 07 AOUT 2015.**

### **Article 107 « Amélioration de la transparence financière ».**

- Le D.O.B. des E.P.C.I. doit être transmis obligatoirement aux communes membres et, celui des communes au président de L'E.P.C.I. dont la commune est membre dans un délai de 15 jours.
- Avant l'examen du budget, l'exécutif des communes de plus de 3 500 habitants présente à son assemblée délibérante, **un rapport sur les orientations budgétaires**, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.
- Pour les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport de présentation du D.O.B. comporte en plus une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Il précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.
- Afin de permettre aux citoyens de disposer d'informations financières claires et lisibles, le rapport adressé aux organes délibérants à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires de l'exercice doit être mis en ligne sur le site internet de la collectivité, lorsqu'il existe, dans un délai d'un mois après son adoption.

## **III – NOUVELLES REGLES ISSUES DE LA LOI N° 2018-32 DU 22 JANVIER 2018 DE PROGRAMMATION DES FINANCES PUBLIQUES POUR LES ANNEES 2018 – 2022.**

La LPFP 2018 – 2022 enrichit les objectifs financiers à présenter lors du débat sur les orientations budgétaires. Le II de l'article 13 de la loi précitée dispose :

« A l'occasion du débat sur les orientations budgétaires, chaque collectivité territoriale présente ses objectifs concernant :

1° L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement.

2° L'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.

Ces éléments prennent en compte les budgets principaux et l'ensemble des budgets annexes.

## **IV – APERCU DE L'ENVIRONNEMENT MACRO-ECONOMIQUE**

### **A – ZONE EURO**

Après une nette embellie en 2017, la croissance de la zone euro s'est considérablement affaiblie en 2018. Elle semble progressivement fragilisée par une plus faible contribution des échanges commerciaux, sous l'effet d'un affaiblissement du commerce mondial. L'environnement international se révèle moins porteur, notamment en raison de la remontée des prix du pétrole, des tensions commerciales et géopolitiques entre la Chine et les Etats-Unis, des difficultés des pays émergents. Cela est également le cas au sein même de l'Europe en raison du Brexit et du récent rejet du budget italien en octobre dernier.

La politique monétaire de la BCE reste toujours accommodante. Depuis le début de l'année 2018, l'inflation a fortement accéléré. Elle atteint désormais 2,2 % en octobre. Elle vient peser sur le pouvoir d'achat des ménages et in fine sur la croissance. Selon les prévisions, la croissance de la zone euro devrait donc ralentir de 2,5 % en 2017 à 1,9 % en 2018, puis à 1,3 % en 2019.

### **B – EN FRANCE**

Après un rythme de croissance particulièrement dynamique en 2017, la croissance française a fortement ralenti au premier semestre 2018. Le 3<sup>ème</sup> trimestre a cependant été marqué par un léger rebond, laissant présager une croissance moyenne de 1,5 % en 2018.

La baisse du chômage constitue toujours un véritable enjeu, car elle conditionne la prudence des ménages notamment en matière d'épargne.

Boostée par la remontée des prix du pétrole et le relèvement des taxes sur le tabac et l'énergie, l'inflation a continué à croître renouant avec des niveaux relativement élevés, atteignant un pic à 2,3 % en juillet. Après 1% en moyenne en 2017, elle devrait ainsi atteindre 1,9 % en 2018.

Les conditions d'octroi de crédit demeurent accommodantes tant pour les entreprises que pour les ménages.

Depuis juin, la France est officiellement sortie de la procédure européenne de déficit excessif ouverte à son encontre depuis 2009, en affichant en 2017 un déficit inférieur à 3%.

Dans le projet de loi de finances 2019, le gouvernement a réaffirmé son triple objectif d'assainissement des finances publiques d'ici 2022 : la réduction de 2 points de PIB

du déficit public, de 3 points des dépenses publiques et de 5 points de PIB de la dette.

## **V – LES PRINCIPALES MESURES RELATIVES AUX COLLECTIVITES LOCALES PLF 2019**

### **A – DOTATIONS (Art. 23,28 et 39)**

**1 – Des transferts financiers de l'Etat aux collectivités en hausse dans le PLF 2019** : Ils atteignent 111,4 milliards €. Cette hausse de 6,5 % par rapport à la LFI 2018 tient principalement à la 2<sup>ème</sup> vague du dégrèvement progressif de la taxe d'habitation pour 80% des ménages les plus modestes (+ 4,8 milliards €). Le dynamisme de ces transferts financiers depuis plusieurs années est dû à la croissance continue des dégrèvements et de la fiscalité transférée, dont l'évolution est liée aux réformes législatives successives.

Le niveau global de la DGF fixé à 26,9 milliards € en 2019 est maintenu par le gouvernement à son niveau 2018, comme promis en contrepartie du dispositif de contractualisation.

La hausse du FCTVA (+0,7 %) s'explique par le regain d'investissement.

### **2 – Variables d'ajustement : une baisse limitée en 2019**

La minoration sera de 144 millions €, dont 64 millions € pour le bloc communal.

**Art. 80** : Report de l'automatisation du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA).

L'automatisation de la gestion, prévue initialement en 2019, est reportée au 1<sup>er</sup> janvier 2020 compte tenu de sa complexité technique en matière de mise en œuvre.

**Art. 81** : Mesures de soutien à l'investissement local.

- Les dotations d'investissement allouées aux communes et EPCI s'élèvent à 1,8 milliards € dans le PLF 2019.

- La dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) s'élève à 570 millions € pour 2019.

### **B – PÉRÉQUATION**

**Art. 79** : Hausse de la péréquation verticale (DSU-DSR)  
Pour la 2<sup>ème</sup> année consécutive, la progression de la péréquation sera financée intégralement au sein de la DGF. Cela a pour conséquence d'alléger la ponction faite sur les variables d'ajustement, mais cela augmente d'autant l'écrêtement des dotations forfaitaires des communes, des départements et des EPCI.

L'enveloppe de la dotation nationale de péréquation (DNP) restera constante par rapport à 2018 (794 millions €).

## **C – FISCALITE**

**Art. 56** : Aménagement des règles d'évaluation de la valeur locative des locaux industriels.

**Art. 2** : Indexation du barème et des grilles de taux du prélèvement à la source (P.A.S).

Les tranches de revenus du barème de l'impôt sur le revenu sont en hausse de 1,6 % en 2018 par rapport à 2017. Ces dispositions s'appliquent à partir de l'imposition des revenus 2018.

## **D – AUTRES MESURES**

**Art. 63** : Encaissement des recettes fiscales par un organisme autre que le comptable public.

Le PLF permet de confier à un ou plusieurs prestataires externes l'encaissement et le décaissement en numéraire des recettes et dépenses publiques, ainsi que l'encaissement par carte bancaire.

L'objectif de cette mesure est de permettre à l'administration des finances publiques de ne plus manier d'espèces d'ici 2 ou 3 ans.

## **VI – SITUATION DE LA COLLECTIVITE**

### **A – ANALYSE RETROSPECTIVE (2013 – 2017)**

Sur la période, les recettes réelles de fonctionnement sont atones + 0,03 %/an.

Les dépenses réelles de fonctionnement ont diminué en moyenne de - 0,43 %/An.

Que ce soit l'épargne de gestion (+1,78 %), l'épargne brute (+ 3,26 %), ou l'épargne nette (+ 9,28 %), elles sont toutes les trois en progression sur la période. Le recul des frais financiers (- 4%) expliquant en partie ce bon résultat.

### **Voir tableaux joints concernant la rétrospective**

#### **1 – RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

Les recettes de gestion, sont en progression de + 0.10 % en moyenne/an sur la période.

Le produit des impôts locaux a progressé d'environ 2,6 millions € (reposant pour une moitié sur la revalorisation des taux en 2016, et pour l'autre sur l'enrichissement des bases).

Concernant la DGF, elle a diminué d'environ 2,3 millions €. (- 35,85 %).

L'attribution de compensation est en diminution de - 866 000 € (transfert de l'Office Municipal du Tourisme et de la ZAE Royan 2 suite à la loi NOTRe)

## **2 – DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

Les dépenses de gestion sont en recul de - 0.39 % en moyenne/an sur la période.

Ce bon résultat repose principalement sur 3 postes :

- les charges courantes de fonctionnement sont contenues (+ 0,06 %/an).
- la progression de la masse salariale est encadrée (+ 0,82 %/an).
- si la subvention au CCAS (SAAD) progresse de + 385 000 €, dans le même temps il n'y a plus de subvention versée pour l'Office Municipal du Tourisme et pour le Palais des Congrès (- 1310 000 €).

Pour ce qui est des charges financières, elles font l'objet d'une attention toute particulière.

Elles sont en recul d'environ - 360 000 € sur la période, en partie grâce au taux du prêt « toxique » qui n'a pas été dégradé en 2017.

## **B – LA GESTION DE L'ANNEE 2018**

### **1. RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

Par rapport à 2017, et à périmètre constant (hors attribution de compensation, loyers du port et produits des cessions), les recettes réelles de fonctionnement ont progressé de + 0.80 %.

Conformément au pacte financier de « confiance », il y a eu stabilisation de la DGF (hors écrêtement).

Les produits des services et du domaine sont en progression (+ 5,75 %/2017), l'explication reposant principalement sur l'occupation du domaine public par les entreprises du BTP (+ 80.000 €/2017).

Contrairement à 2017, l'attribution de compensation fait l'objet d'une double imputation comptable entre le fonctionnement et l'investissement, ce qui bonifie de + 142 000 € la recette de fonctionnement.

Suite aux travaux de grande ampleur, le prélèvement casino atteint aujourd'hui environ 2,2 millions €. Après cinq années sous la barre des 2 millions €, le produit progresse de + 9,6 %/2017.

Après le montant « record » des droits de mutation en 2017, l'année 2018 reste dans la même veine à un peu plus de 2,4 millions €.

L'année 2018 est marquée par le changement du mode de gestion du port de ROYAN. Désormais, il n'y a plus de loyer acquitté à la commune par l'exploitant. Par contre, la gestion des voûtes par le Syndicat mixte du Port permet le reversement à la commune d'une recette d'environ 230 000 € (convention en cours d'établissement).

Enfin, l'année 2018 aura vu la reprise de certaines provisions (suite à l'évolution des risques ou à des jugements favorables à la commune). La recette représente plus de 700 000 €.

## **2. DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

Par rapport à 2017, et à périmètre constant (hors charges exceptionnelles et provisions), les **dépenses réelles de fonctionnement** sont en progression de **+ 0,35 %**.

Les charges courantes progressent de + 3,25 %/2017 :

- ✓ Le carburant : + 45 000 €
- ✓ Petites fournitures : + 110 000 €
- ✓ Vêtements de travail : + 40 000 €
- ✓ Feux d'artifice : + 40 000 €
- ✓ Manifestations Casino : + 83 000 € (pas de versement en 2017 suite aux travaux)

Les frais de personnel et charges assimilées sont en recul de - 1,10 %/2017, ceci malgré l'impact négatif du complément indemnitaire annuel (C.I.A.) sur une année pleine en 2018/2017 (+ 93 000 €).

L'enveloppe des heures supplémentaires et des saisonniers a été maîtrisée (- 58 000 €/2017). Enfin, l'année 2018 a aussi été marquée par une gestion efficiente des effectifs.

Les charges de gestion sont en recul de - 2,35 %/2017

- ✓ Créances en non valeur/éteintes : - 76 000 €/2017
- ✓ Subvention complémentaire SAAD : - 35 000 €/2017

Pour information, l'enveloppe allouée aux associations reste constante à 1,7 million €.

Les charges financières progressent de + 4%/2017.

L'explication repose essentiellement sur le prêt « toxique » : Le taux n'avait pas été dégradé en 2017 (3,92 %), alors qu'il a été de 5,63 % en 2018. La gestion active de la dette a permis de réduire les taux de certains prêts.

Enfin, il y a eu 570 000 € de provisions pour divers dossiers, dont 204 000 € pour le remboursement des salaires du CAREL.

## **3 – L'INVESTISSEMENT**

Les dépenses d'équipement s'établissent à 10,2 millions € (+ 13 %/2017).

Les travaux de bâtiments représentent 4 millions €, les travaux de VRD 2,1 millions € et l'acquisition des locaux en VEFA – Résidence les Explorateurs 1,5 million €.

Un prêt de 1,8 million € a été renégocié auprès de la Banque Postale, permettant ainsi de réduire la marge sur EURIBOR (+ 0,27 % au lieu de + 1,70 %).

Les subventions ont été d'environ 640 000 €, dont 457 000 € pour l'Eglise Notre Dame.

Enfin, la taxe d'aménagement reste dynamique à 645 000 €. Elle reflète bien l'activité vigoureuse du secteur du BTP sur le territoire de la commune.

## **VII – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019.**

En ce qui concerne la section de fonctionnement, les dépenses réelles progressent de + 0,65 %/BP 2018, alors que dans le même temps les recettes réelles sont en augmentation de + 2 %/BP 2018.

### **A – LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

#### **1. LA FISCALITE**

Les taux communaux des impôts locaux restent inchangés par rapport à 2018.

En plus de la revalorisation des bases en fonction de l'inflation constatée entre novembre 2017 et novembre 2018 (+ 2,20 %), il a été retenu l'hypothèse d'un enrichissement prévisionnel de ces mêmes bases (+ 0,50 %).

Le produit devrait donc augmenter d'environ 550 000 € par rapport à 2018.

Après un premier dégrèvement de 30 % de la taxe d'habitation en 2018 (pour les foyers fiscaux éligibles), le dégrèvement est porté à 65 % en 2019 et il atteindra les 100 % en 2020.

Pendant cette période 2018/2020, la croissance des bases d'imposition est compensée par l'Etat.

#### **2. LES CONCOURS DE L'ETAT**

Comme en 2018, il n'y aura pas de baisse directe de la DGF en 2019. La commune subira à nouveau le dispositif d'écrêtement mis en place pour financer la hausse des dotations de péréquation (DSU et DSR).

La DGF devrait se situer aux alentours des 3,6 M€.

### **3. LES DROITS DE MUTATION ET LE PRELEVEMENT CASINO**

Concernant les droits de mutation, le produit attendu est de 1,83 million € (en tenant compte de la tendance baissière des quatre derniers mois de 2018).

Pour le prélèvement du casino (Etat/Commune), la recette est estimée à 2,04 millions € (- 6,85 %/CA 2018).

### **4. AUTRES RECETTES**

Suite au remaniement du bâtiment de l'Institut de Formation de ROYAN et à la nouvelle affectation des agents, il n'y aura pas de remboursement de personnel par le syndicat mixte.

Pour tenir compte du contexte national, les tarifs des services et du domaine ne seront pas revalorisés en 2019.

Enfin, le budget primitif intègre une reprise sur provision de 136 000 € concernant le sinistre Dream Yatch Carribean (provisionné en 2016).

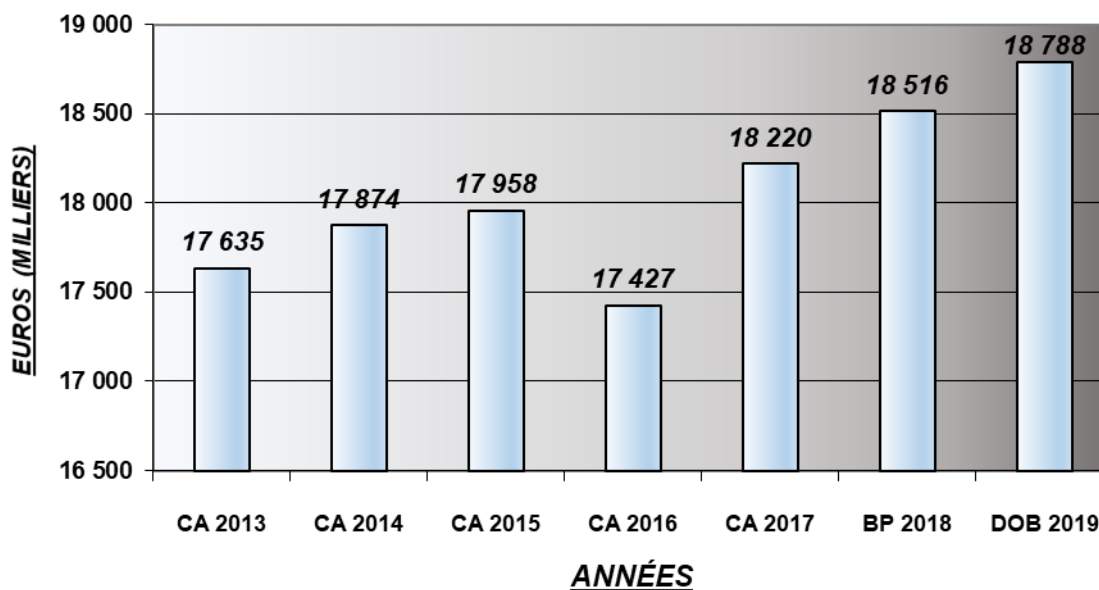
## **B – LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

### **1 – LES CHARGES DE PERSONNEL**

*Les dépenses de personnel constituent le premier poste de dépenses et représentent 50,94 % des dépenses réelles de fonctionnement (moyenne de la strate source MINEFI année 2017 :54,60 %).*

### **Évolution des dépenses de personnel :**

### **ÉVOLUTION MASSE SALARIALE ENTRE 2013 ET 2019**

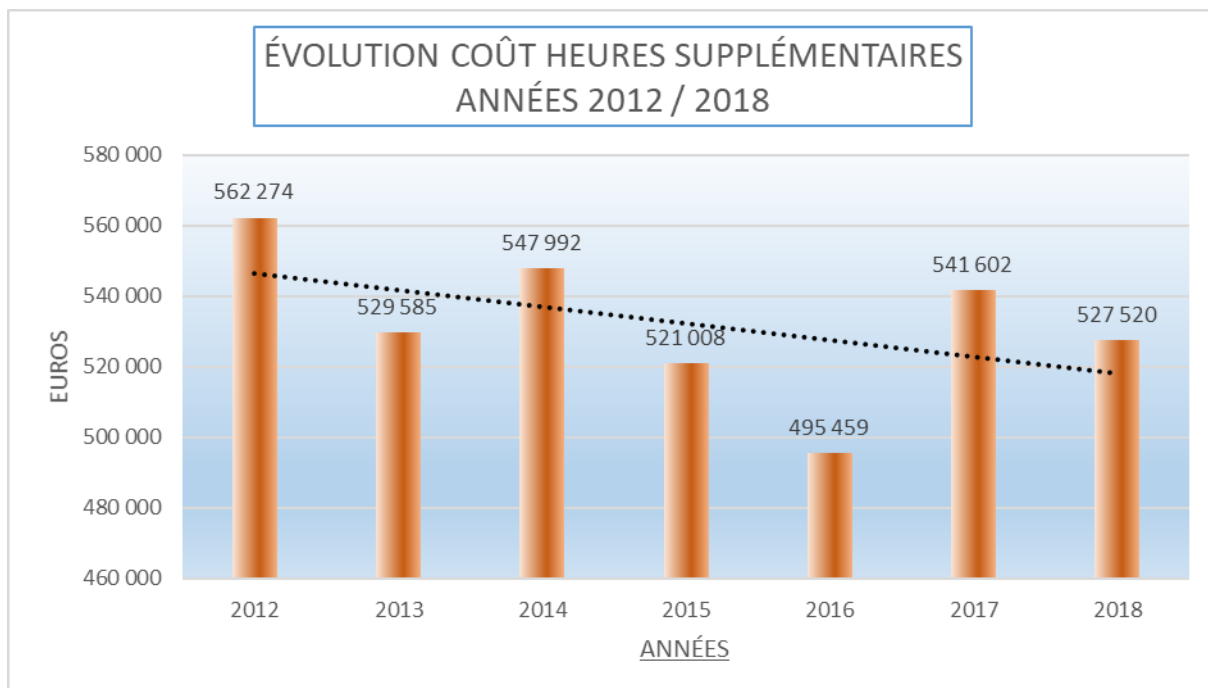


Sur la période 2018 / 2019, l'augmentation des dépenses de personnel résulte de :

- *L'application d'obligations réglementaires :*
  - *l'application de la troisième phase du protocole relatif à la modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations (PPCR)*
  - *la mise en place d'une cadence unique d'avancement d'échelon*
- *L'impact du glissement vieillesse et technicité (GVT) issu du déroulement de carrière des agents.*
- *Le versement sur une année pleine en 2018 du complément indemnitaire annuel (CIA) lié à l'engagement professionnel avec intégration d'une modulation liée à l'absentéisme. En 2019, celui-ci est porté de 35 à 75 % pour les 362 agents de catégorie C.*
- *Le coût de l'organisation des élections européennes.*

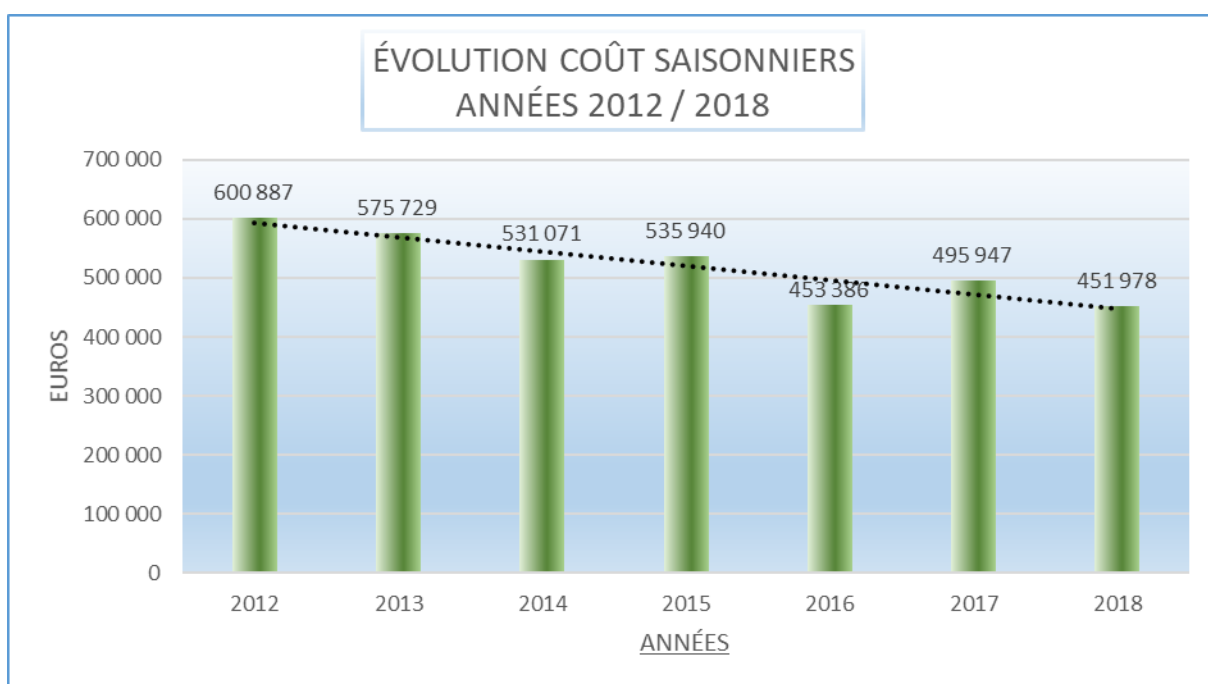
#### **Poste heures supplémentaires :**

*Diminution de 6% entre 2012 et 2018, représentant – 35 000€.*

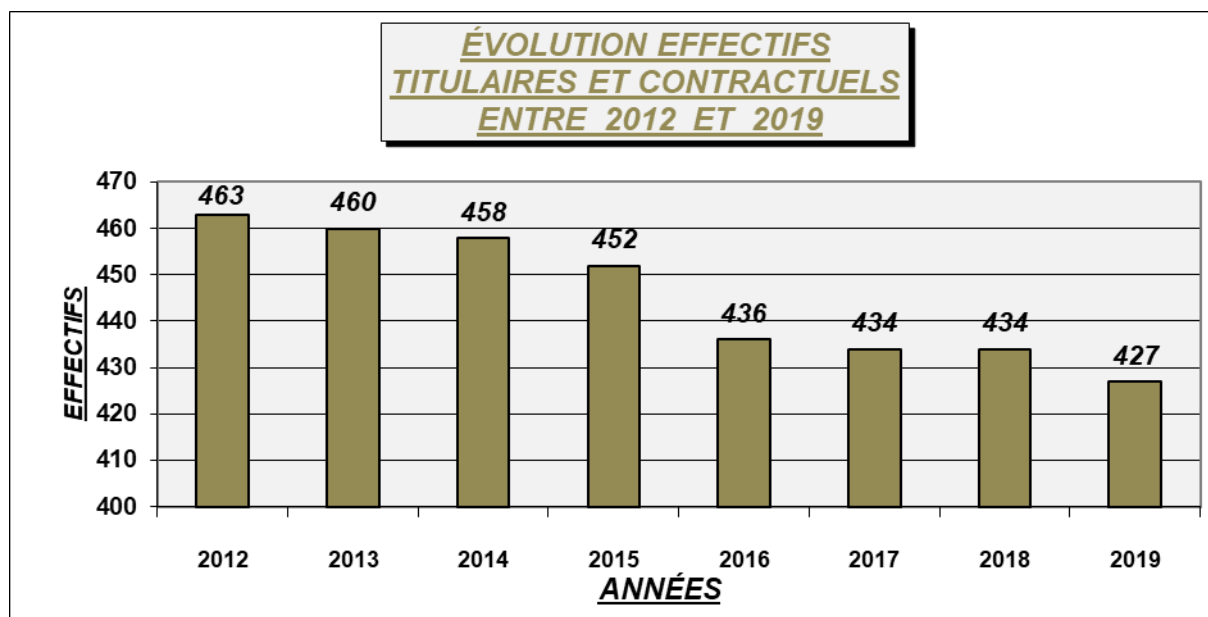


**Poste saisonniers :**

*Diminution de 25% entre 2012 et 2018, représentant – 150 000€.*



## Évolution des effectifs permanents :



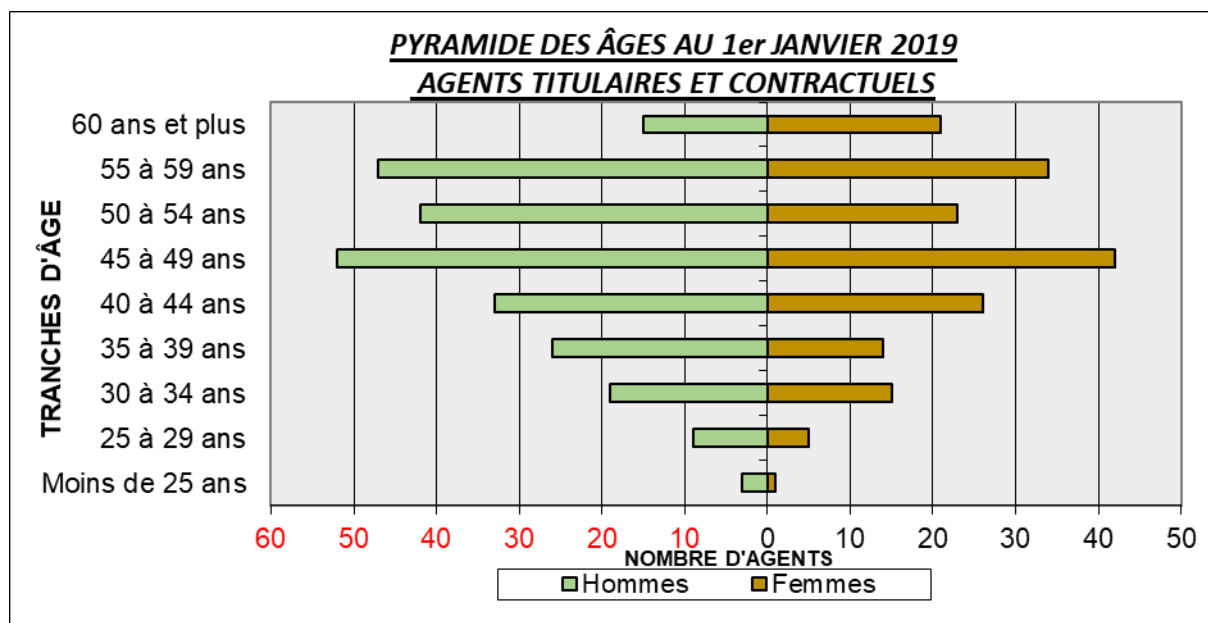
Baisse constante des effectifs

Au 1<sup>er</sup> janvier 2012 = 463 agents

Au 1<sup>er</sup> janvier 2019 = 427 agents

Soit **36 agents** en moins sur **7 ans** représentant une **baisse des effectifs de 7,77 %**

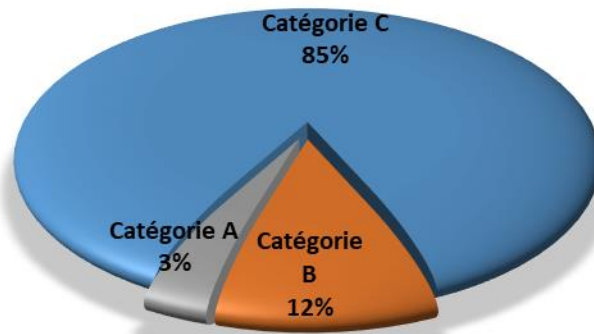
## Pyramide des âges :



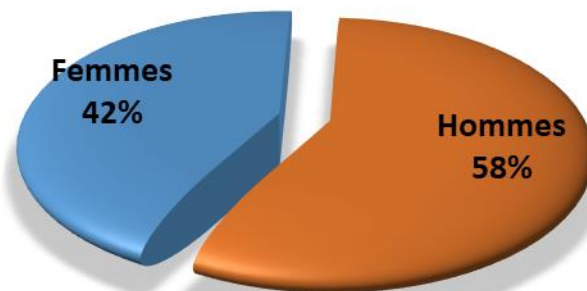
L'âge moyen au sein de la collectivité se situe à 47 ans (dans la Fonction Publique Territoriale, l'âge moyen est de 44,9 ans)

**Structuration des emplois permanents :**

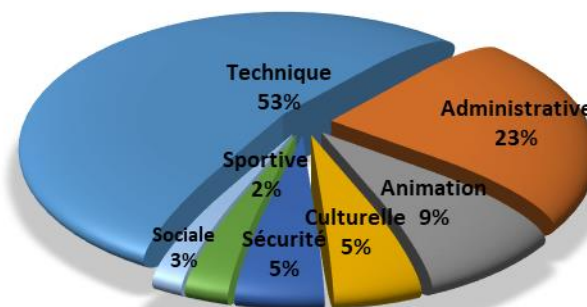
**Répartition agents titulaires et contractuels  
par catégorie statutaire au 1er janvier 2019**



**Répartition agents titulaires et contractuels  
par sexe au 1er janvier 2019**



**Répartition agents titulaires et contractuels  
par filière au 1er janvier 2019**



### **Orientations pour 2019 :**

➤ Pour l'année 2019, les prévisions en dépenses de personnel marquent une hausse contenue (+ 1,50%) malgré la mise en place sur une année pleine du nouveau régime indemnitaire et la progression mécanique des salaires.

Il convient cependant de poursuivre les efforts engagés :

- par le non remplacement systématique des départs (une quarantaine d'agents devrait partir à la retraite d'ici 2021 ce qui représente 9 % de l'effectif actuel). Il convient de continuer à examiner toutes les demandes de remplacement liées à ces départs afin de contenir la progression de la masse salariale et d'adapter les profils aux nouveaux besoins.
- par la maîtrise de l'enveloppe des heures supplémentaires et des saisonniers (prévision d'une réduction globale sur ces deux postes cette année encore).
- par la modification du temps de travail.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, le temps de travail effectif des agents de la collectivité est de 1 607h, conforme à la durée réglementaire du travail.

➤ Situation sur les emplois aidés

Début 2019, la collectivité emploie :

- en emplois d'avenir : **8** personnes (4 au service Espaces verts, 1 au service des Sports, 1 au Centre Technique Municipal, 1 au service Nettoyement, 1 au service Enfance Jeunesse Famille)
- en contrat PEC (Parcours Emploi Compétences) : **3** personnes (1 au service du Public, 1 au Musée, 1 à l'Institut de Formation de ROYAN)
- en service civique : **3** personnes (1 au service Enfance Jeunesse Famille, 1 au service Patrimoine, 1 à l'atelier Pensa)
- en contrat d'apprentissage : **1** personne au service Enfance Jeunesse Famille

## **2 – LES CHARGES A CARACTERE GENERAL**

Ce poste devrait être en augmentation d'environ + 1,80 %/BP 2018.

Il est impacté par différents mouvements de crédits :

↳ L'achat de petites fournitures par le CTM (suite à un recours plus important aux travaux en régie) : + 70 000 €

↳ L'entretien des locaux de « l'Institut de Formation de ROYAN » qui ont été repris en gestion directe par la ville : + 20 000 €

↳ L'entretien des véhicules du service nettoisement : + 15 000 €

↳ Les frais d'actes et de contentieux : + 13 000 €

↳ La « montée en gamme » des feux d'artifice du 14 juillet et du 15 août : + 42 000 €

### **3 - LES AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE**

Ce poste devrait être quasiment stable : - 0,35 %/BP 2018

A noter l'augmentation de la subvention allouée à l'école Sainte-Marie (+15 000 €). Les effectifs sont stables par rapport à 2018 (97 élèves), mais il y a plus d'enfants de la commune en maternelle.

La subvention versée au CCAS reste identique par rapport au BP 2018 (640 000 €).

Une subvention complémentaire sera versée dans le courant de l'année, pour tenir compte des besoins réels de trésorerie, mais la subvention totale devrait être plafonnée à 900 000 €.

Enfin, l'enveloppe allouée au tissu associatif reste stable par rapport à l'année 2018 (hors Rêve d'Icare).

### **4 - CHARGES FINANCIERES**

Elles sont attendues en baisse : - 6,80 %/BP 2018.

Le versement des fonds, concernant le prêt de 3,8 millions € (2018), interviendra seulement le 29 mars 2019, permettant ainsi de réduire de moitié les frais financiers sur l'année 2019.

S'agissant du prêt « toxique », l'évolution récente de la parité Euro/Franc suisse (1,1322 au 12 février 2019), qui repasse au dessus de la parité Euro/Dollar (1,1278), laisse présager un taux peu dégradé et de toute façon inférieur au taux provisionné de 6 % (+ 150 000 € d'intérêts).

De plus, la gestion active de la dette a permis de réduire les frais financiers de certains prêts

**Voir document joint sur le tableau de bord de la dette au 1<sup>er</sup> janvier 2019**

## **5 - LE PRELEVEMENT AU TITRE DE L'ARTICLE 55 DE LA LOI SRU.**

Suite à l'arrêté du 21 janvier 2019, la commune sera prélevée de 203 230 € en 2019.

Cette somme correspond au calcul suivant :

- Logements locatifs sociaux (LLS) manquants au 01/01/2018 : 1 877
- Montant du prélèvement par logement manquant : 247,093799 €
- Montant brut du prélèvement : 463 975,06 €
- Montant des dépenses déductibles (base 2017) : 260 565.68 €
- Montant net du prélèvement : 203 229,38 €

Le prélèvement sera affecté à l'Etablissement Public Foncier de Nouvelle-Aquitaine pour des actions en faveur de la réalisation de logements sociaux.

## **6 – LES DEPENSES IMPREVUES**

Comme au BP 2018, une enveloppe de 250 000 € a été budgétisée, pour ajuster, si nécessaire, les crédits dans l'attente du budget supplémentaire.

## **7 – L'AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE AU PROFIT DE L'INVESTISSEMENT**

L'Épargne brute devrait être d'environ 5,45 millions €, en progression de 730 000 €/BP 2018 (+ 15,50 %).

Le capital remboursé n'étant que de 4,53 millions €, le budget dégage une épargne nette de plus de 900 000 €.

## **C – SECTION D'INVESTISSEMENT**

### **1. DETTE**

Le remboursement du capital de la dette est de 4 millions 528 000 € (dont 141 000 € remboursés par le Syndicat des Eaux de la Charente-Maritime)

### **2. DEPENSES D'EQUIPEMENT**

La commune doit être en mesure d'investir 7,5 millions € au budget primitif 2019.

L'excédent du compte administratif 2018 permettra de compléter l'enveloppe des investissements lors du vote du budget supplémentaire.

La répartition de l'enveloppe pourrait être la suivante :

- Travaux de bâtiments : 3,8 millions € (dont 2,6 millions € pour la requalification du Palais des Congrès)
- Travaux V.R.D : 2,9 millions €.
- Acquisition matériels, véhicules, mobiliers... : 800 000 €.

### **3. LES RECETTES**

#### **A – Les subventions**

Pour le moment, le montant attendu est de 500 000 € pour la 1<sup>ère</sup> tranche des travaux du Palais des Congrès (DRAC et région Nouvelle Aquitaine).

#### **B – Remboursement partiel de la dette du port**

Le protocole de fin de contrat de concession du port de pêche, de commerce et de plaisance de ROYAN, prévoit, d'un commun accord, la « reprise » par le Syndicat Mixte des Ports de ROYAN et de Bonne Anse, de la dette résiduelle au 1<sup>er</sup> janvier 2018, relative aux travaux quai Amiral Meyer (devant les voûtes) et de la capitainerie.

Le Syndicat Mixte remboursera à la commune le C.R.D pour environ 4 millions €.

De son côté, la commune ne remboursera pas par anticipation ces prêts, car les indemnités de remboursement anticipé (I.R.A.) seraient trop importantes.

#### **C – Le produit de l'emprunt**

Compte tenu des éléments qui précèdent, la commune ne contractera pas d'emprunt nouveau cette année.

Ce qui permettra un désendettement d'un peu plus de 4,5 millions € (- 8 %/CRD).

#### **D – Dotations et fonds divers**

Le F.C.T.V.A est estimé à 1,02 million €.

Pour tenir compte du dynamisme du secteur du BTP, la taxe d'aménagement est estimée à 350 000 €.

#### **E – Les immobilisations financières**

Le solde (50 %) de la vente du terrain « Résidence Les Explorateurs » - Boulevard Franck Lamy est attendu pour 534 000 €.

## **VII – LA PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS DE LA COLLECTIVITE (2019/2020)**

### **1. LES PROJETS « RECURRENTS »**

- La requalification du Palais des Congrès : 4,6 millions €
- La Voirie (chaussées, trottoirs, accessibilité, ...) : 3,1 millions €
- L'aménagement du Bld Clémenceau : 1,45 million €
- Le transfert des routes départementales : 1,2 million €

### **2. LES PROJETS EN PHASE D'ETUDES**

- L'aménagement de l'entrée de Ville depuis Médis : 2,5 millions €
- Le transfert des ateliers municipaux : 2 millions €
- L'aménagement du « CUBE » - C.I.A.P. : 1,6 million €

### **3. LES PROJETS A ENGAGER**

- Acquisition de locaux en VEFA – La Renaissance : 1,4 million €
- Accompagnement de la modernisation de « l'Institut de Formation de ROYAN » : 510 000 €
- Cession des terrains les Rullas

## **LE CONSEIL MUNICIPAL**

- Ayant entendu l'exposé du Rapporteur,
- Après en avoir délibéré,

## **PREND ACTE**

- de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire.

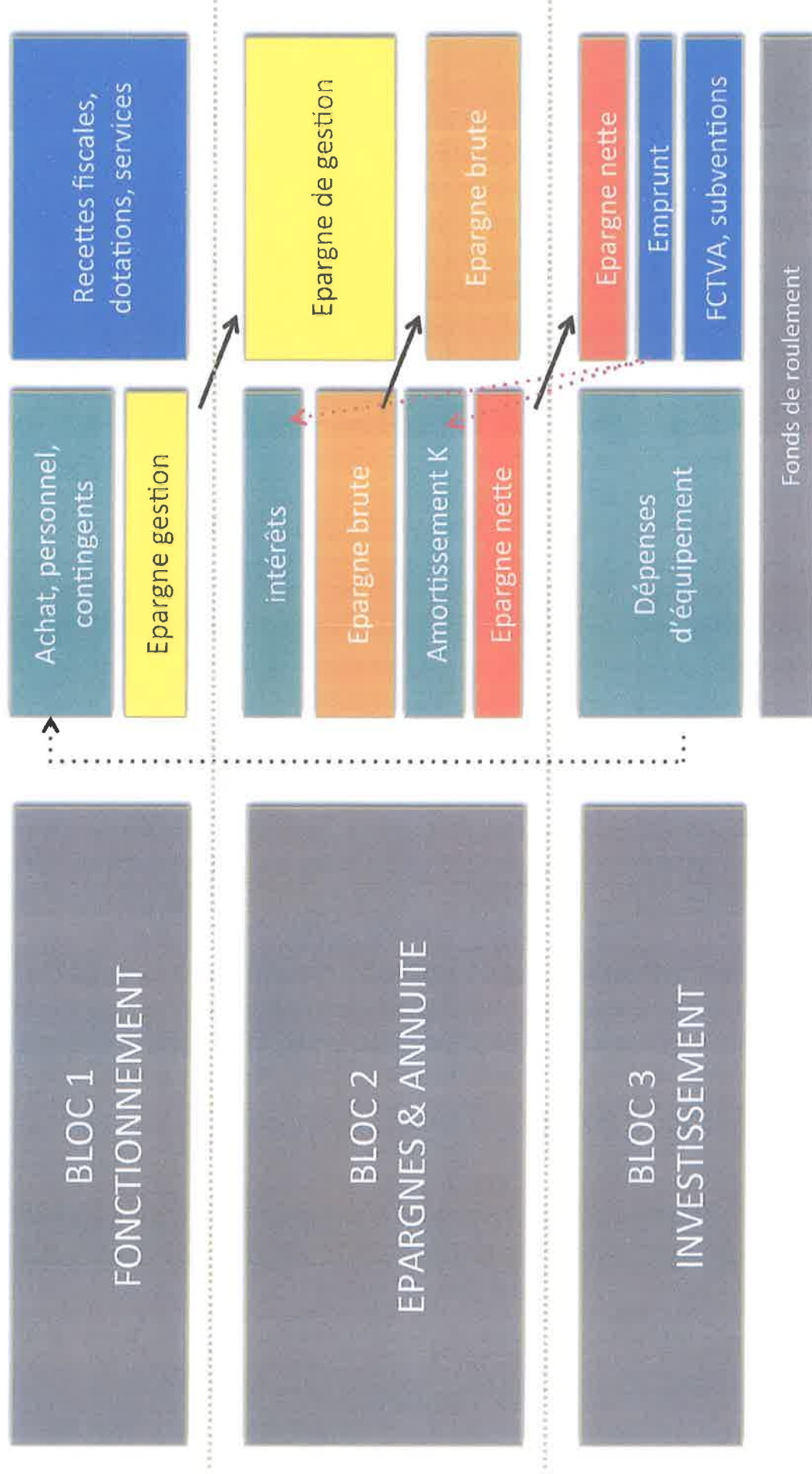
Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,  
Ont signé au Registre les Membres présents,

Pour extrait conforme,

Certifié exécutoire  
Compte tenu de l'accomplissement  
des formalités légales  
le 01 mars 2019

Pour le Maire,  
Et par délégation,  
Le Premier Adjoint,  
Jean-Paul CLECH

# Les 3 blocs de gestion

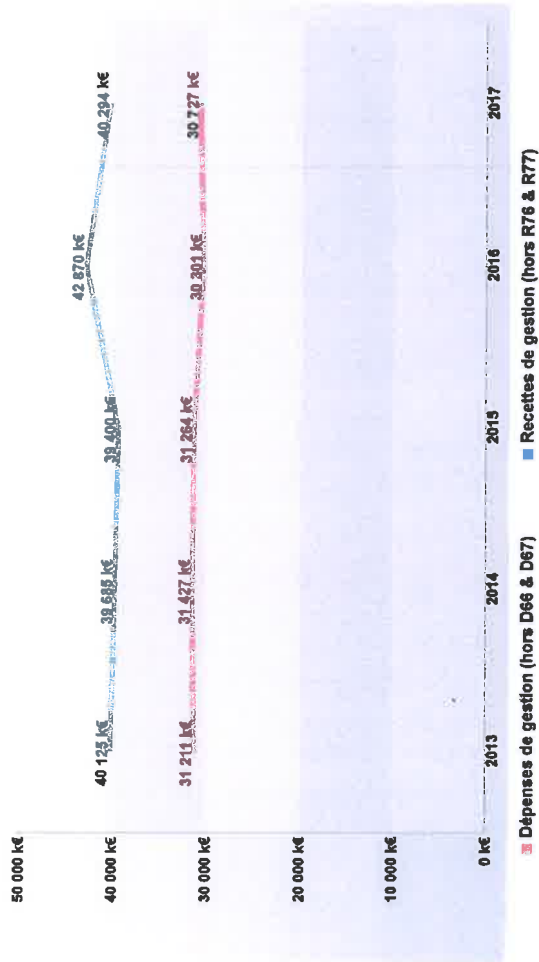


# ROYAN - CA 2013-2017 - Vue d'ensemble

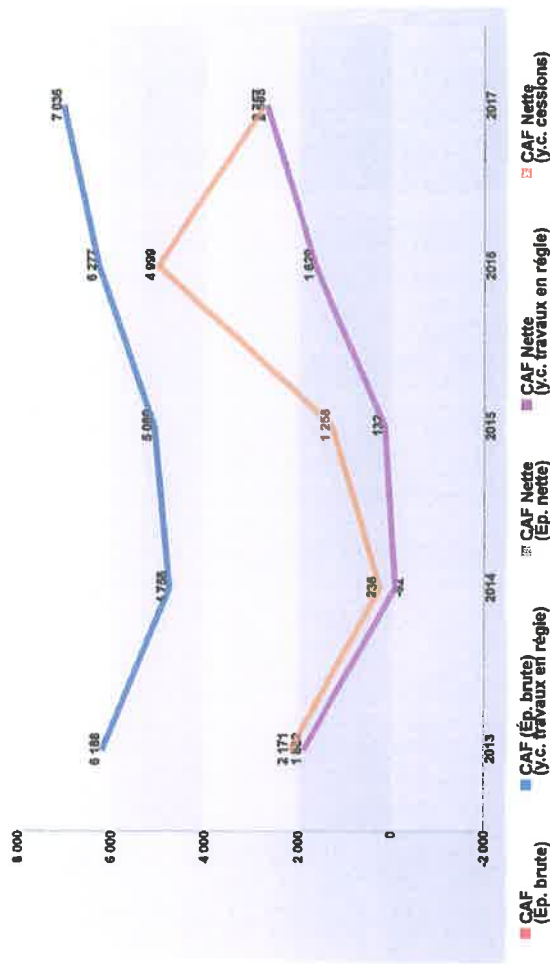
ÉQUILIBRES FINANCIERS	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Variation annuelle moyenne ou montant sur la période	
						M€	%
RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT	40 516 278 €	40 254 917 €	40 775 091 €	48 283 224 €	40 566 549 €	0,1	+0,03 %
RECETTES DE GESTION (hors R76 & R77)	40 125 326 €	39 685 064 €	39 399 817 €	42 869 903 €	40 293 660 €	0,2	+0,1 %
dont fiscalité directe locale (R731)	18 534 196 €	18 875 188 €	19 269 049 €	20 793 283 €	21 179 401 €	2,6	+3,39 %
dont dotations & participations (R74)	7 896 914 €	7 635 579 €	6 801 845 €	6 289 760 €	5 849 229 €	-2,0	-7,23 %
DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT	34 039 115 €	35 169 341 €	34 569 835 €	38 636 091 €	33 456 510 €	-0,6	-0,43 %
DÉPENSES DE GESTION (hors D66 & D67)	31 211 412 €	31 427 016 €	31 264 160 €	30 300 692 €	30 726 501 €	-0,5	-0,39 %
dont dépenses de personnel (D012)	17 635 534 €	17 874 673 €	17 958 214 €	17 427 766 €	18 220 278 €	0,6	+0,82 %
ÉPARGNE DE GESTION	8 913 914 €	8 258 048 €	8 135 657 €	12 569 211 €	9 567 159 €	0,7	+1,78 %
Frais financiers	2 385 813 €	2 808 331 €	2 426 589 €	2 346 240 €	2 023 946 €	-0,4	-4,03 %
Solde financiers, exceptionnels et provisions	-339 911 €	-691 871 €	-629 340 €	-3 946 128 €	-506 940 €	-0,2	ns
ÉPARGNE BRUTE (CAF)	6 188 190 €	4 757 846 €	5 079 728 €	6 276 843 €	7 036 273 €	0,8	+3,26 %
CAF COMPTABLE (y.c. travaux en régie)	6 188 190 €	4 757 846 €	5 079 728 €	6 276 843 €	7 036 273 €	0,8	+3,26 %
Amortissement du capital de la dette	4 306 650 €	4 849 500 €	4 947 354 €	4 647 756 €	4 353 094 €	0,0	+0,27 %
ÉPARGNE NETTE (CAF NETTE)	1 881 540 €	-91 654 €	132 374 €	1 629 087 €	2 683 179 €	0,8	+9,28 %
CAF NETTE COMPTABLE (y.c. travaux en régie)	1 881 540 €	-91 654 €	132 374 €	1 629 087 €	2 683 179 €	0,8	+9,28 %
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (hors dette)	7 880 790 €	7 660 878 €	8 390 672 €	7 756 292 €	9 039 641 €	1,2	+3,49 %
RECETTES D'INVESTISSEMENT (y.c. cessions hors dette)	2 286 850 €	2 097 941 €	3 728 817 €	6 494 749 €	2 843 252 €	0,6	+5,6 %
EMPRUNTS NOUVEAUX	3 300 000 €	6 343 144 €	4 595 150 €	0 €	4 000 000 €	0,7	+4,93 %
SOLDE DE CLÔTURE REPORTÉ	6 983 250 €	7 022 740 €	7 357 647 €	7 420 534 €	14 120 658 €	7,1	+19,25 %
RÉSULTAT DE CLÔTURE AU 31/12	6 570 850 €	7 711 293 €	7 423 316 €	7 788 078 €	14 607 448 €	8,0	+22,11 %
ENCOURS DE DETTE AU 31/12	54 022 150 €	55 515 784 €	56 758 965 €	52 036 548 €	55 483 959 €	1,5	+0,67 %

# ROYAN - CA 2013-2017 - Graphiques

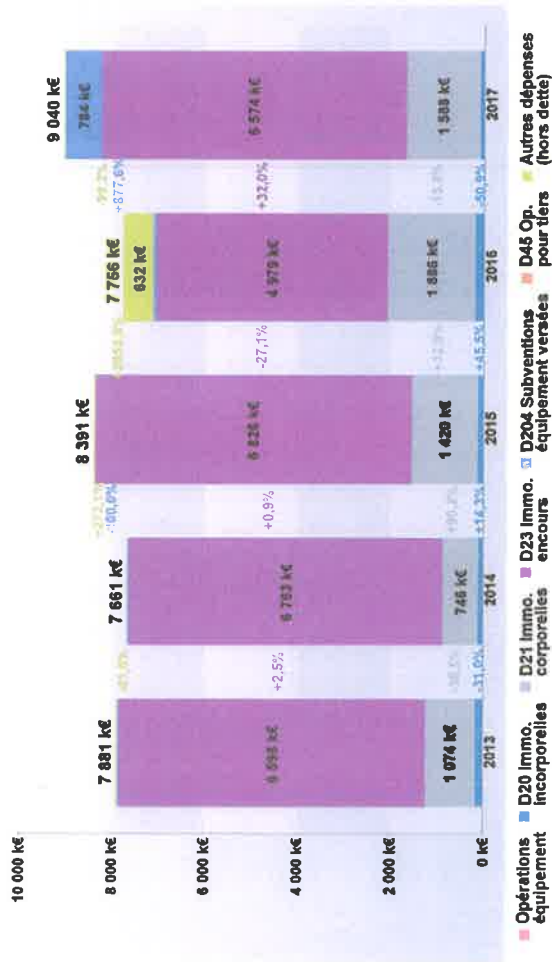
### Dépenses et recettes réelles de gestion



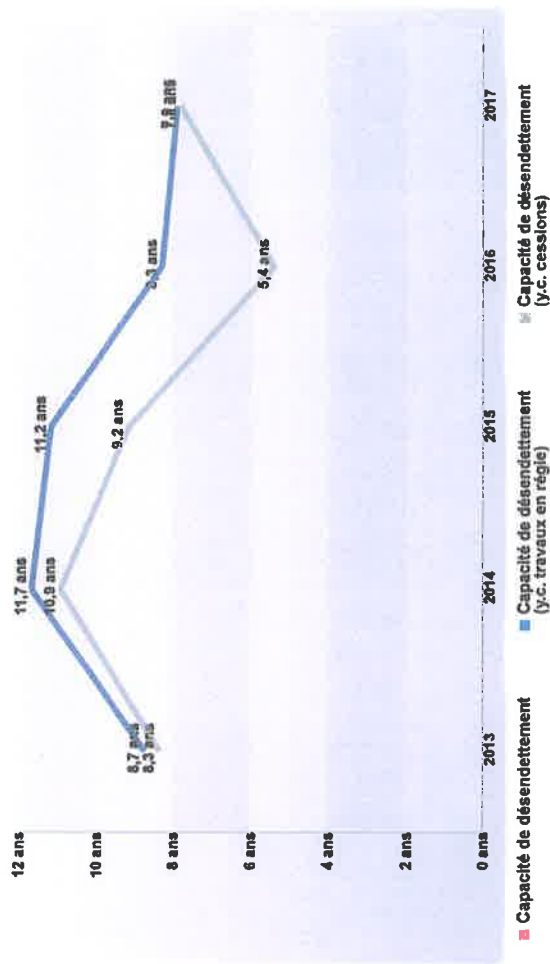
### Les soldes d'autofinancement (ou d'épargne) en k€



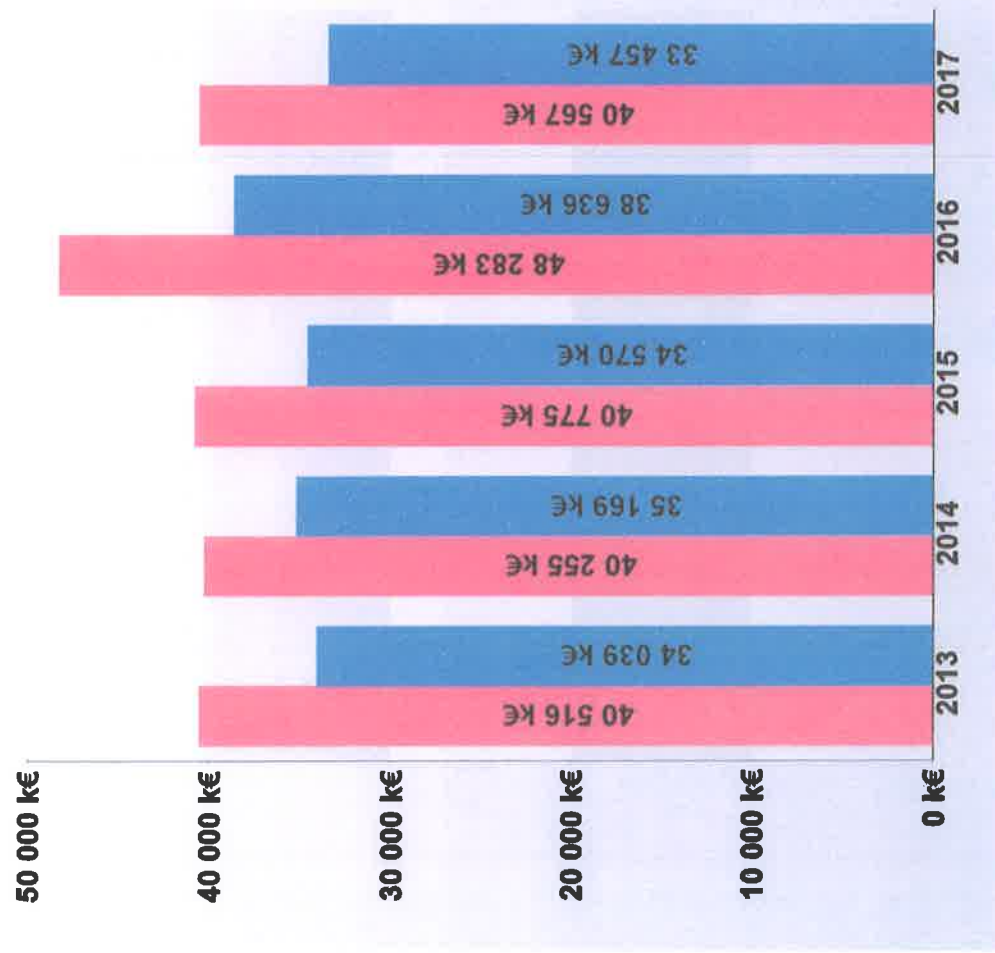
### Dépenses d'investissement (hors dette)



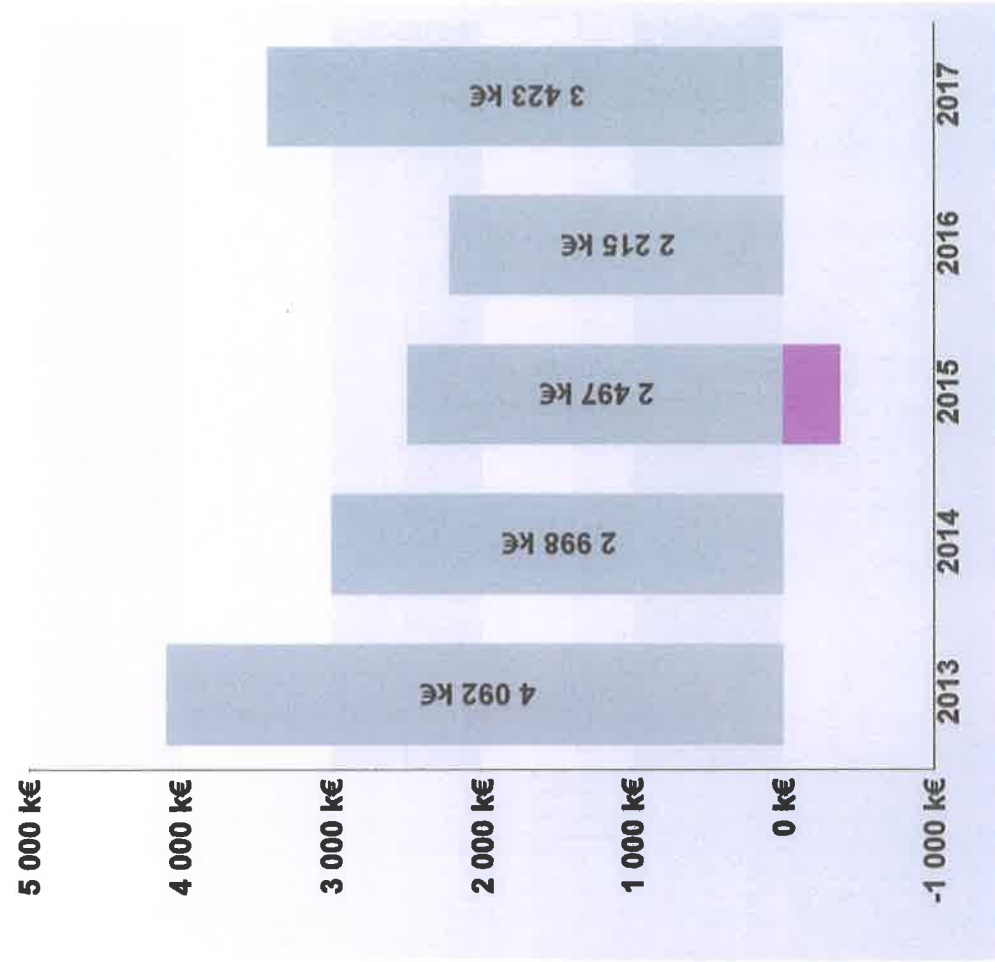
### Capacité de désendettement (en années)



Section de fonctionnement (hors reports)



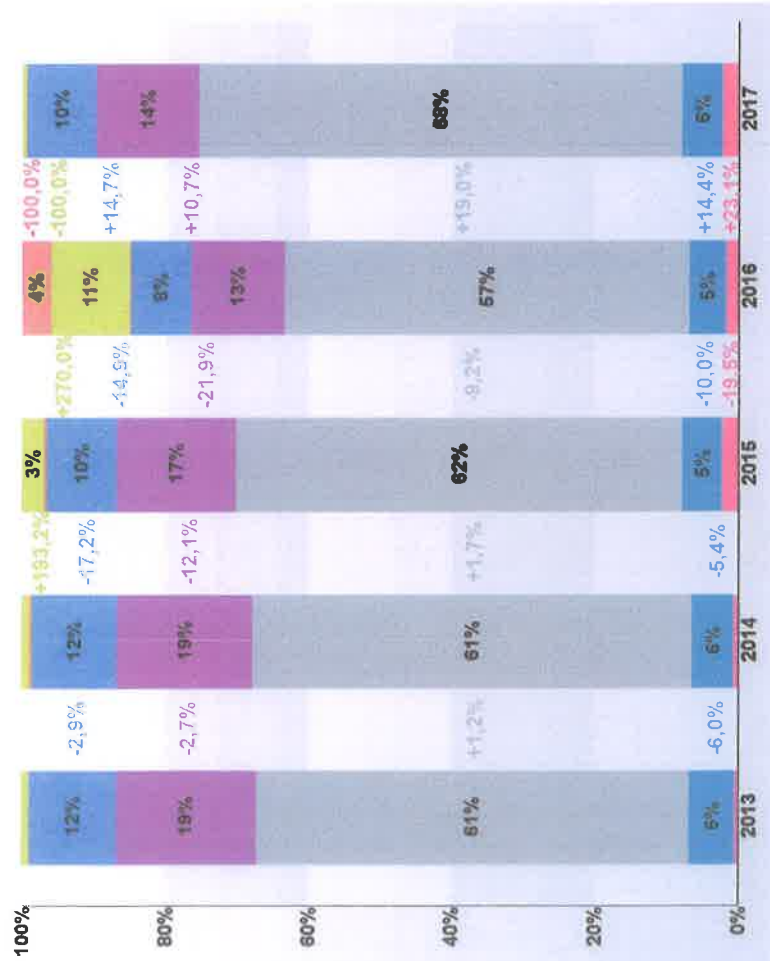
Excédent & déficit de fonctionnement reportés



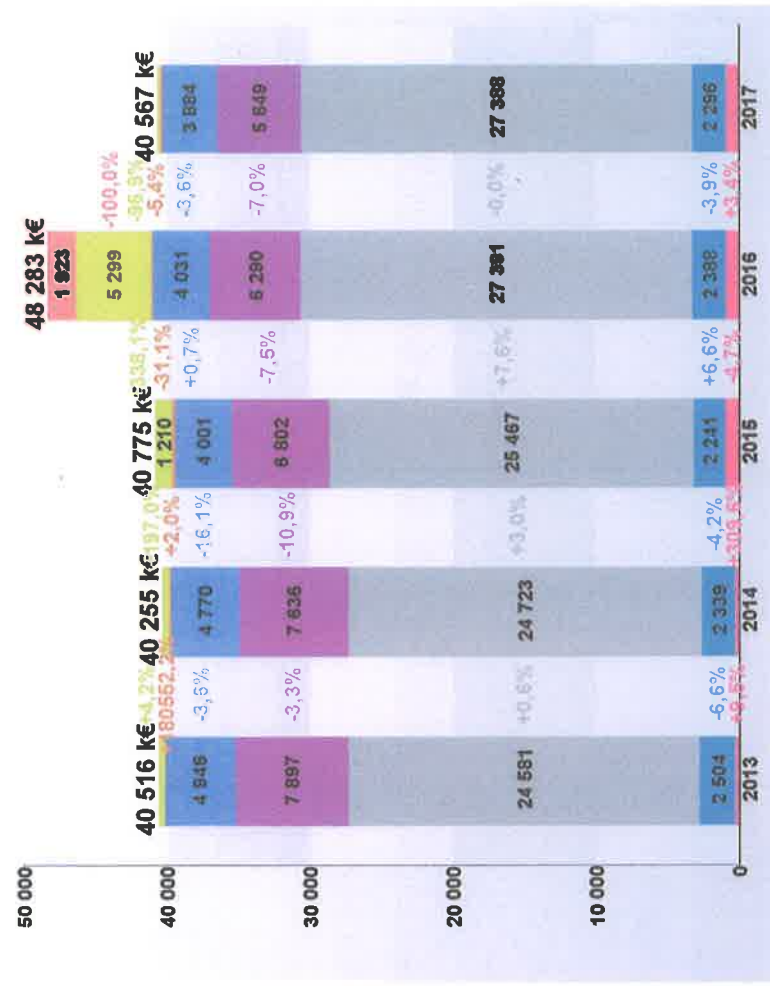
# ROYAN - CA 2013-2017 - Recettes réelles de fonctionnement

	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	VARIATION ANNUELLE MOYENNE OU MONTANT MOYEN SUR LA PERIODE
<b>RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>40 516 278 €</b>	<b>40 254 917 €</b>	<b>40 775 091 €</b>	<b>48 283 224 €</b>	<b>40 566 549 €</b>	<b>+0,03 %</b>
Atténuation de charges (R013)	198 371 €	217 187 €	889 598 €	847 718 €	876 777 €	+44,99 %
Produits des services (R70)	2 503 598 €	2 339 027 €	2 240 525 €	2 387 569 €	2 295 529 €	-2,15 %
Impôts et taxes (R73)	24 580 731 €	24 723 453 €	25 466 617 €	27 391 211 €	27 388 035 €	+2,74 %
Dotations et participations (R74)	7 896 914 €	7 635 579 €	6 801 845 €	6 289 760 €	5 849 229 €	-7,23 %
Autres produits (R75)	4 945 712 €	4 769 818 €	4 001 232 €	4 030 750 €	3 884 090 €	-5,86 %
Produits Financiers (R76)	90 €	162 587 €	165 758 €	114 241 €	108 039 €	+488,62 %
Produits exceptionnels (R77)	390 862 €	407 266 €	1 209 516 €	5 299 080 €	164 850 €	-19,41 %
Autres recettes réelles (hors 70,73,74,75,76,77,79)	0 €	0 €	0 €	1 922 895 €	0 €	

## Recettes réelles de fonctionnement en base 100



## Recettes réelles de fonctionnement



■ Atténuation charges 
 ■ Produits services 
 ■ Impôts & taxes 
 ■ Dotations & particip. 
 ■ Autres produits 
 ■ Produits financiers 
 ■ Produits except. 
 ■ Autres rec. réelles

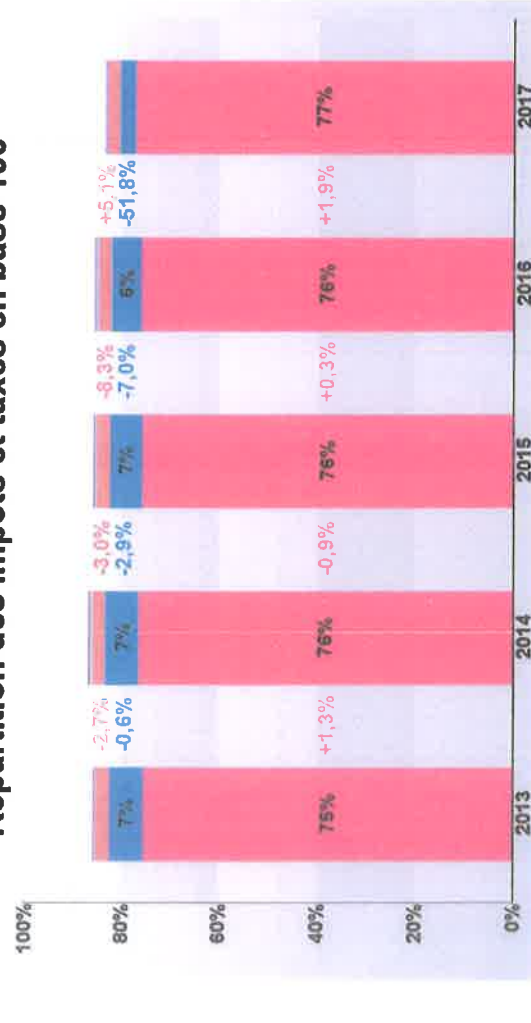
# ROYAN - CA 2013-2017 - Détail des produits des services (R70)

	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	VARIATION ANNUELLE MOYENNE OU MONTANT MOYEN SUR LA PERIODE
<b>PRODUITS DES SERVICES (R70)</b>	<b>2 503 598 €</b>	<b>2 339 027 €</b>	<b>2 240 525 €</b>	<b>2 387 569 €</b>	<b>2 295 529 €</b>	<b>-2,15 %</b>
Taxes et redevances d'eau (R7012)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Concession dans les cimetières (produit net) (R70311)	0 €	0 €	0 €	0 €	38 419 €	ns
Redevance occupation domaine public communal (R70323)	0 €	0 €	0 €	0 €	39 454 €	ns
Autres redevances et recettes diverses (R70388)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Travaux (R704)	1 895 €	864 €	3 009 €	0 €	324 €	-35,7 %
Intervention sous facturation (R7061 hors 70611)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Redevances services culturels (R7062)	125 473 €	162 216 €	148 342 €	0 €	150 320 €	+4,62 %
Redevances services sports et loisirs (R7063)	311 950 €	308 072 €	302 665 €	353 746 €	411 974 €	+7,2 %
Redevances et droits services sociaux (R7066)	19 940 €	15 580 €	15 122 €	17 402 €	19 844 €	-0,12 %
Redevances et droits services périscolaires (R7067)	568 253 €	564 076 €	559 800 €	571 092 €	542 177 €	-1,17 %
Autres prestations de services (R7068)	128 306 €	124 570 €	149 117 €	214 217 €	269 976 €	+20,44 %
Personnel facturé (R7084)	764 886 €	620 196 €	557 061 €	391 978 €	348 591 €	-17,84 %
Remboursement de frais (R7087)	15 093 €	19 680 €	4 531 €	4 254 €	3 134 €	-32,5 %
Autres	567 802 €	523 773 €	500 878 €	834 880 €	471 316 €	-4,55 %

# ROYAN - CA 2013-2017 - Détail des impôts & taxes (R73)

	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	VARIATION ANNUELLE MOYENNE OU MONTANT MOYEN SUR LA PERIODE
<b>IMPOTS &amp; TAXES (R73)</b>	<b>24 580 731 €</b>	<b>24 723 453 €</b>	<b>25 466 617 €</b>	<b>27 391 211 €</b>	<b>27 388 035 €</b>	<b>+2,74 %</b>
Contributions directes (R7311)	18 534 196 €	18 875 188 €	19 289 049 €	20 793 283 €	21 179 401 €	+3,39 %
Attribution de compensation (R7321)	1 673 730 €	1 673 730 €	1 673 730 €	1 673 729 €	807 544 €	-16,66 %
Dotations de solidarité communautaire (R7322)	61 017 €	61 152 €	61 152 €	68 751 €	61 152 €	+0,06 %
FNGIR (R7323)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
FPIC (R7325)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Produit TEOM (R7331)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Versement transport (R7342)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Taxe sur l'électricité (R7351)	650 135 €	636 373 €	636 014 €	627 611 €	659 461 €	+0,36 %
Eaux minérales (R7354)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Energie hydraulique (R7355)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Taxe de séjour (R7362)	130 815 €	150 427 €	156 006 €	181 919 €	25 918 €	-33,28 %
Autres impôts et taxes	7 820 €	2 €	7 559 €	78 873 €	72 040 €	+74,22 %

## Répartition des impôts et taxes en base 100



## Répartition des impôts et taxes

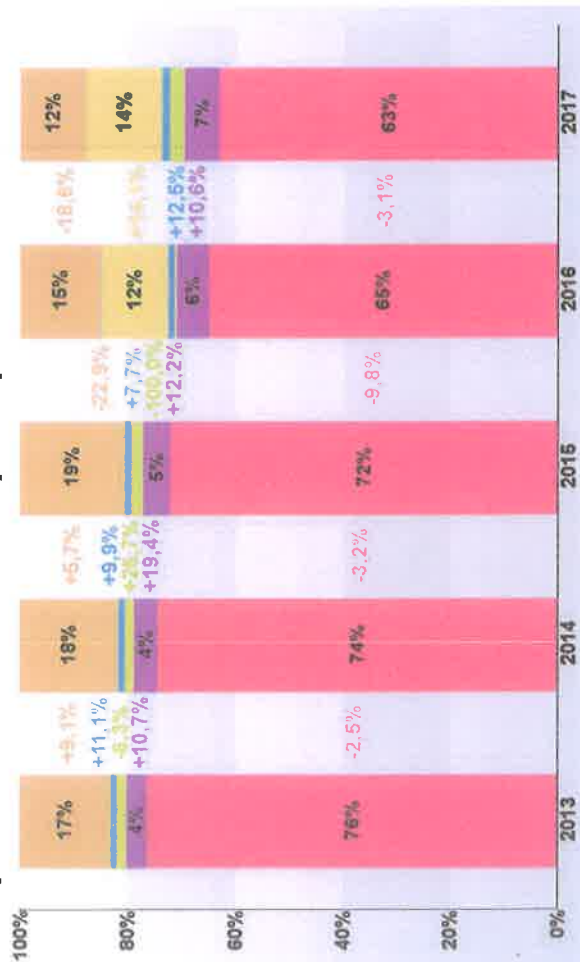


■ R7311 
 ■ R7321 
 ■ R7322 
 ■ R7323 
 ■ R7325 
 ■ R7331 
 ■ R7342 
 ■ R7351 
 ■ R7354 
 ■ R7355 
 ■ R7362 
 ■ Autres

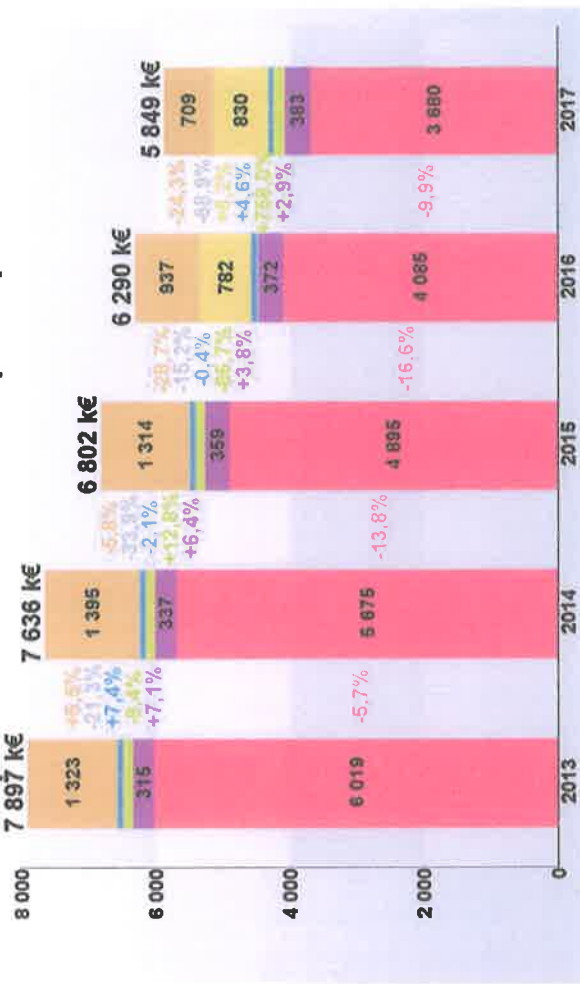
# ROYAN - CA 2013-2017 - Détail des dotations & participations (R74)

	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	VARIATION ANNUELLE MOYENNE OU MONTANT MOYEN SUR LA PERIODE
<b>DOTATIONS &amp; PARTICIPATIONS (R74)</b>	<b>7 896 914 €</b>	<b>7 635 579 €</b>	<b>6 801 845 €</b>	<b>6 289 760 €</b>	<b>5 849 229 €</b>	<b>-7,23 %</b>
Dotation forfaitaire (R7411)	6 019 287 €	5 675 198 €	4 894 890 €	4 084 515 €	3 680 244 €	-11,57 %
DSR (R74 121)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
DSU (R74 123)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
DNP (R74 127)	314 846 €	337 108 €	358 641 €	372 079 €	382 796 €	+5,01 %
Autres R741	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Emploi d'avenir (R74 712)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Départements (R7473)	132 347 €	119 950 €	135 330 €	18 000 €	154 440 €	+3,93 %
Communes (R7474)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
EPCI (R7475)	81 150 €	87 150 €	85 350 €	85 000 €	88 940 €	+2,32 %
Autres organismes (R7478)	0 €	0 €	0 €	781 896 €	829 982 €	ns
Dotations et compensations TP (R74 831)	26 627 €	20 958 €	13 846 €	11 743 €	3 655 €	-39,13 %
Compensations CET/CVAE/CFE (R74 833)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
<b>Autres R74</b>	<b>1 322 657 €</b>	<b>1 395 215 €</b>	<b>1 313 788 €</b>	<b>936 527 €</b>	<b>709 172 €</b>	<b>-14,43 %</b>

## Répartition des dotations & participations en base 100



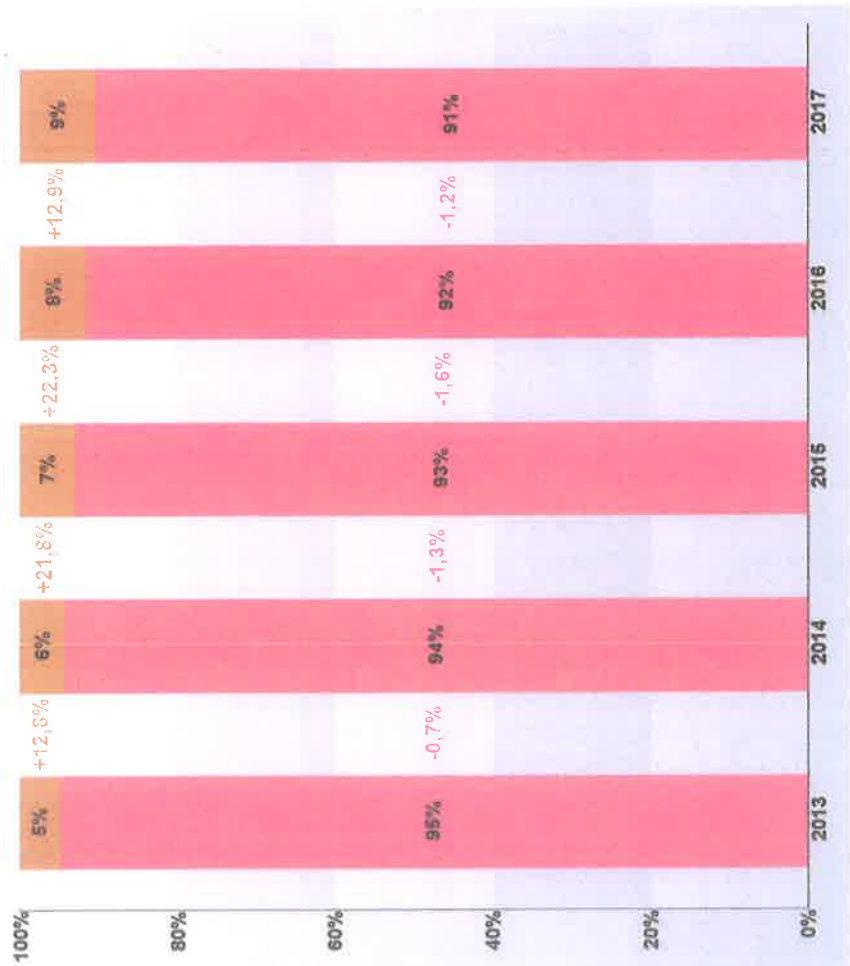
## Répartition des dotations & participations



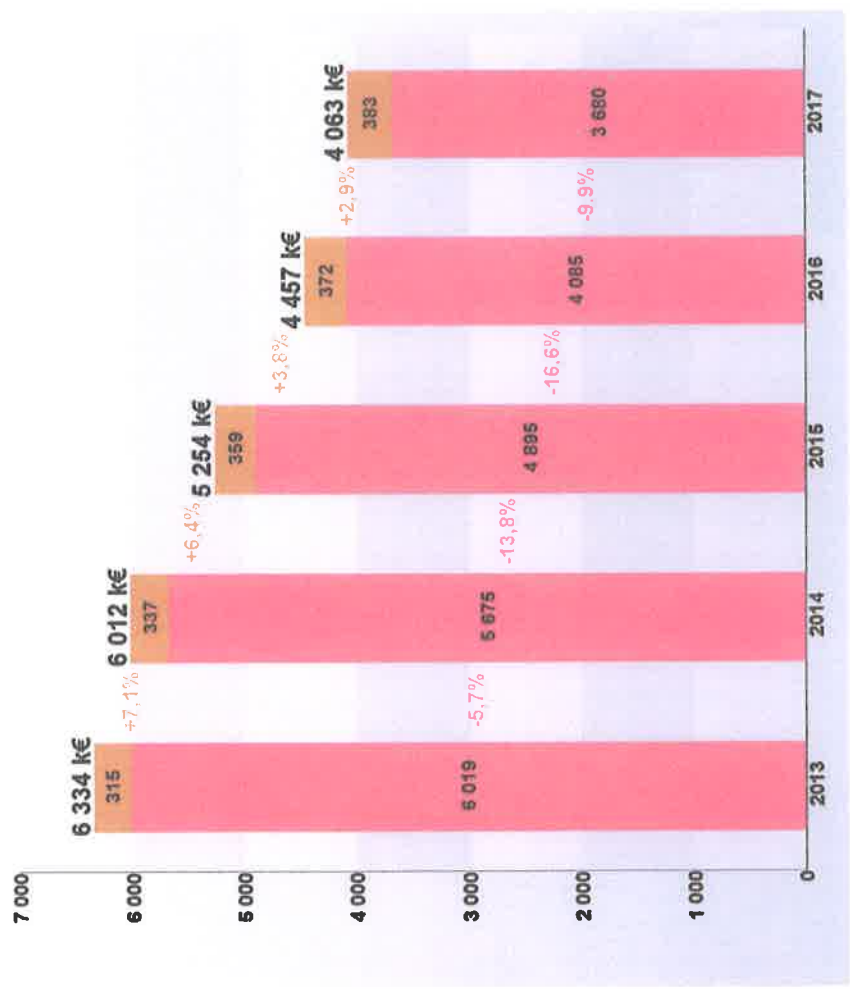
# ROYAN - CA 2013-2017 - Zoom DGF

	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	VARIATION ANNUELLE MOYENNE OU MONTANT MOYEN SUR LA PERIODE
<b>ZOOM DGF</b>	6 334 133 €	6 012 306 €	5 253 531 €	4 456 594 €	4 063 040 €	-10,51 %
Dotation forfaitaire (R 7411)	6 019 287 €	5 675 198 €	4 894 890 €	4 084 515 €	3 680 244 €	-11,57 %
DSR (R 74121)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
DSU (R 74123)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Dotation Intercommunale (R 74124)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Dotation compensation EPCI (R 74126)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
DNP (R 74127)	314 846 €	337 108 €	358 641 €	372 079 €	382 796 €	+5,01 %

## Zoom DGF en base 100



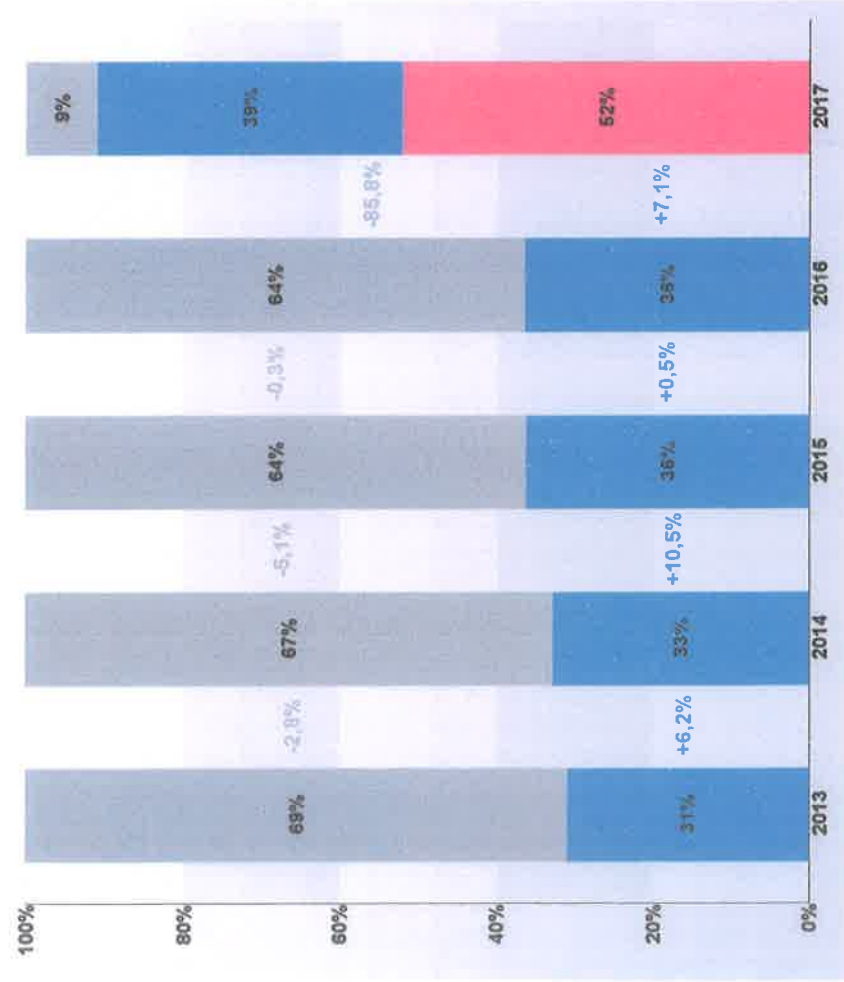
## Zoom DGF



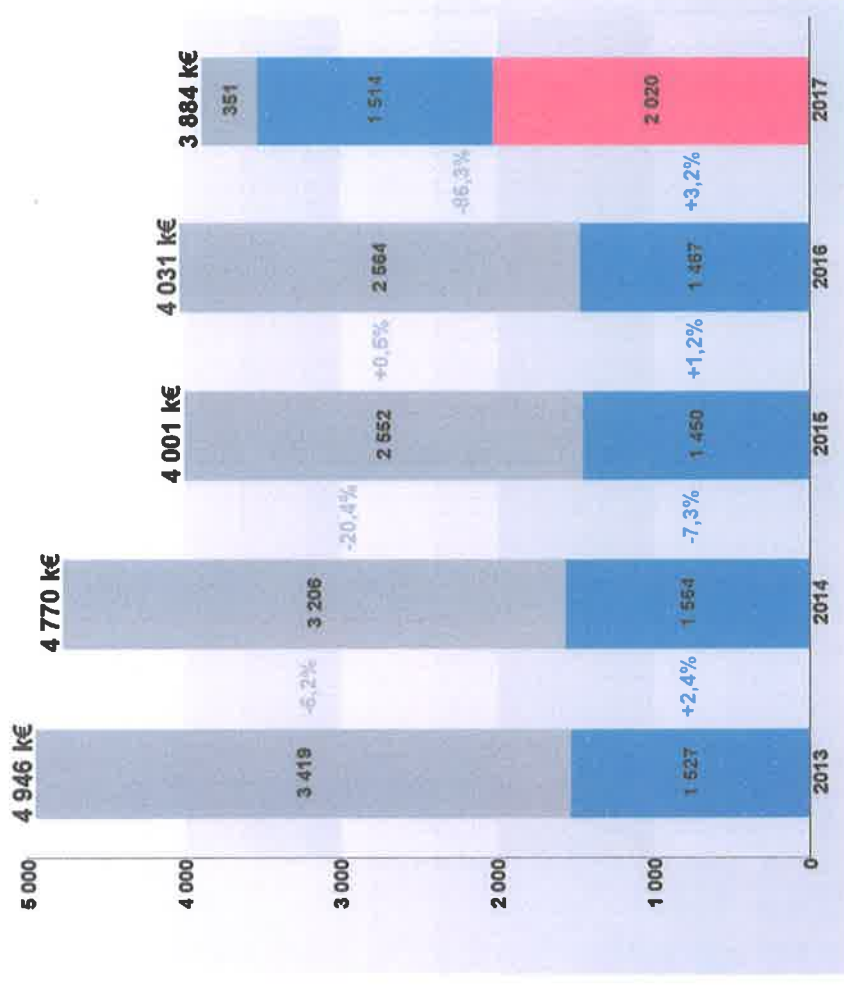
# ROYAN - CA 2013-2017 - Détail des autres produits (R75)

	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	VARIATION ANNUELLE MOYENNE OU MONTANT MOYEN SUR LA PERIODE
<b>AUTRES PRODUITS (R75)</b>	4 945 712 €	4 769 818 €	4 001 232 €	4 030 750 €	3 884 090 €	-5,86 %
Revenus des immeubles (R752)	0 €	0 €	0 €	0 €	2 019 717 €	ns
Redevance fermiers (R 757)	1 526 768 €	1 563 916 €	1 449 688 €	1 467 042 €	1 513 552 €	-0,22 %
Autres R75	3 418 944 €	3 205 902 €	2 551 544 €	2 563 708 €	350 821 €	-43,4 %

## Répartition des autres produits en base 100



## Répartition des autres produits

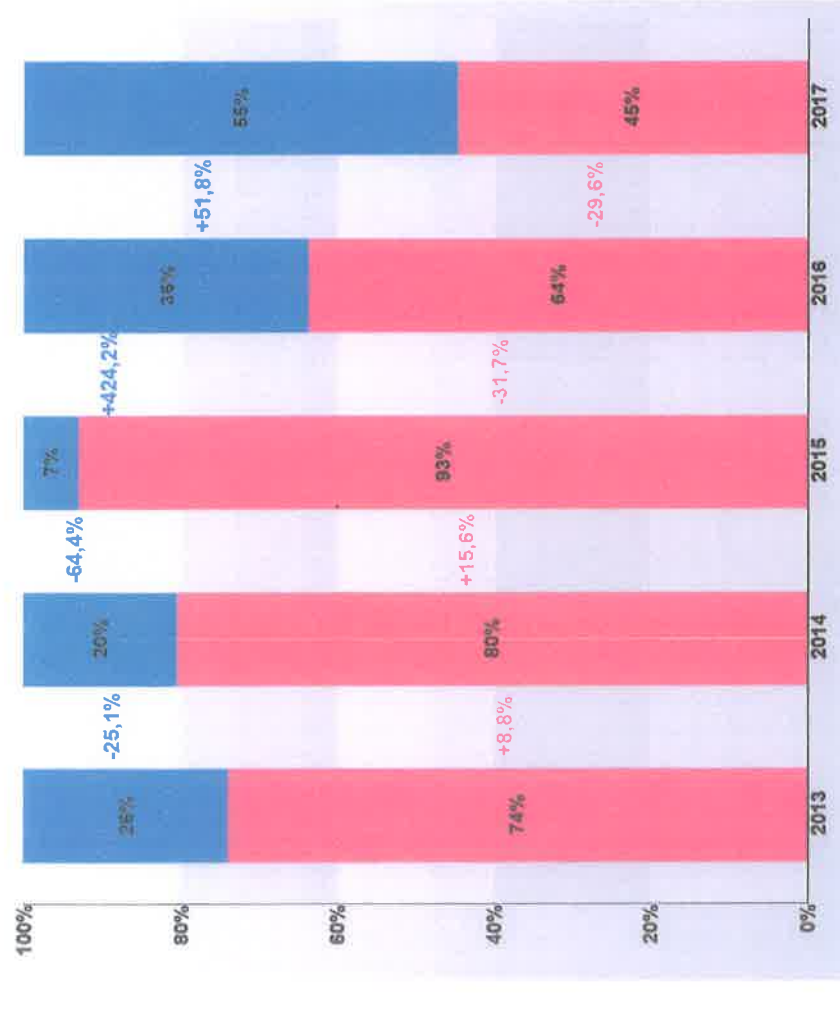


Revenus des immeubles Redevance fermiers Autres R75

# ROYAN - CA 2013-2017 - Détail des produits exceptionnels (R77)

	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	VARIATION ANNUELLE MOYENNE OU MONTANT MOYEN SUR LA PERIODE
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS (R77)</b>	390 862 €	407 266 €	1 209 516 €	5 299 080 €	164 850 €	-19,41 %
Produits des cessions (R775)	288 973 €	327 730 €	1 125 528 €	3 370 290 €	73 766 €	-28,92 %
Autres produits exceptionnels	101 889 €	79 536 €	83 988 €	1 928 790 €	91 084 €	-2,76 %

## Répartition des produits exceptionnels en base 100



## Répartition des produits exceptionnels



■ Produits des cessions ■ Autres produits exceptionnels

# ROYAN - CA 2013-2017 - Détail des charges générales (D011)

	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	VARIATION ANNUELLE MOYENNE OU MONTANT MOYEN SUR LA PERIODE
<b>CHARGES A CARACTERE GENERAL (D011)</b>	<b>9 304 015 €</b>	<b>9 443 006 €</b>	<b>9 311 674 €</b>	<b>8 851 913 €</b>	<b>9 326 124 €</b>	<b>+0,06 %</b>
Achat de prestations de services (D 6042)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Achats de matériels (D 605)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Fournitures non stockables (D6061 hors 611,612,613)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Eau (D 60 611)	195 215 €	229 112 €	201 014 €	233 432 €	243 923 €	+5,73 %
Energie électricité (D 60 612)	1 549 969 €	1 476 414 €	1 487 483 €	1 189 244 €	1 131 755 €	-7,56 %
Chauffage (D 60 613)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Carburants (D 60 622)	250 417 €	234 433 €	206 234 €	193 429 €	216 788 €	-3,54 %
Alimentation (D 60 623)	534 691 €	589 434 €	563 763 €	567 798 €	577 783 €	+1,96 %
Fournitures (D 60 63)	373 269 €	354 356 €	345 421 €	322 044 €	322 868 €	-3,56 %
Contrat de Prestations de services (D 611)	349 376 €	361 780 €	328 431 €	359 880 €	332 852 €	-1,2 %
Location immobilière (D 6132)	447 598 €	337 387 €	455 485 €	366 675 €	339 795 €	-6,66 %
Location mobilière (D 6135)	209 443 €	227 738 €	217 393 €	219 800 €	236 696 €	+3,11 %
Charges locatives (D 614)	0 €	0 €	0 €	1 657 €	2 011 €	ns
Entretien Immobilier (D 6152)	564 619 €	594 909 €	597 426 €	520 796 €	660 620 €	+4 %
Entretien mobilier (D 6155)	251 044 €	242 209 €	305 278 €	290 450 €	302 435 €	+4,77 %
Maintenance (D 6156)	279 581 €	307 044 €	282 832 €	313 109 €	294 042 €	+1,27 %
Assurances (D 616)	176 552 €	170 168 €	209 095 €	192 102 €	190 219 €	+1,88 %
Études et recherches (D 617)	0 €	0 €	0 €	21 911 €	29 588 €	ns
Divers (D 618)	0 €	0 €	0 €	306 414 €	323 977 €	ns
Honoraires (D 622)	395 579 €	570 712 €	458 782 €	447 154 €	540 898 €	+6,14 %
Cérémonies (D 6232)	1 008 449 €	598 660 €	945 643 €	982 325 €	1 067 117 €	+1,42 %
Transport (D 6247)	18 944 €	22 246 €	16 419 €	25 196 €	17 990 €	-1,28 %
Déplacements missions (D 625)	0 €	0 €	0 €	187 600 €	239 691 €	ns
Télécoms (D 6262)	152 392 €	157 071 €	142 017 €	123 561 €	174 467 €	+3,44 %
Frais de nettoyage (D 6283)	6 615 €	10 380 €	8 044 €	5 824 €	8 520 €	+6,53 %
Autres	2 540 262 €	2 958 953 €	2 540 914 €	1 981 512 €	2 072 089 €	-4,97 %

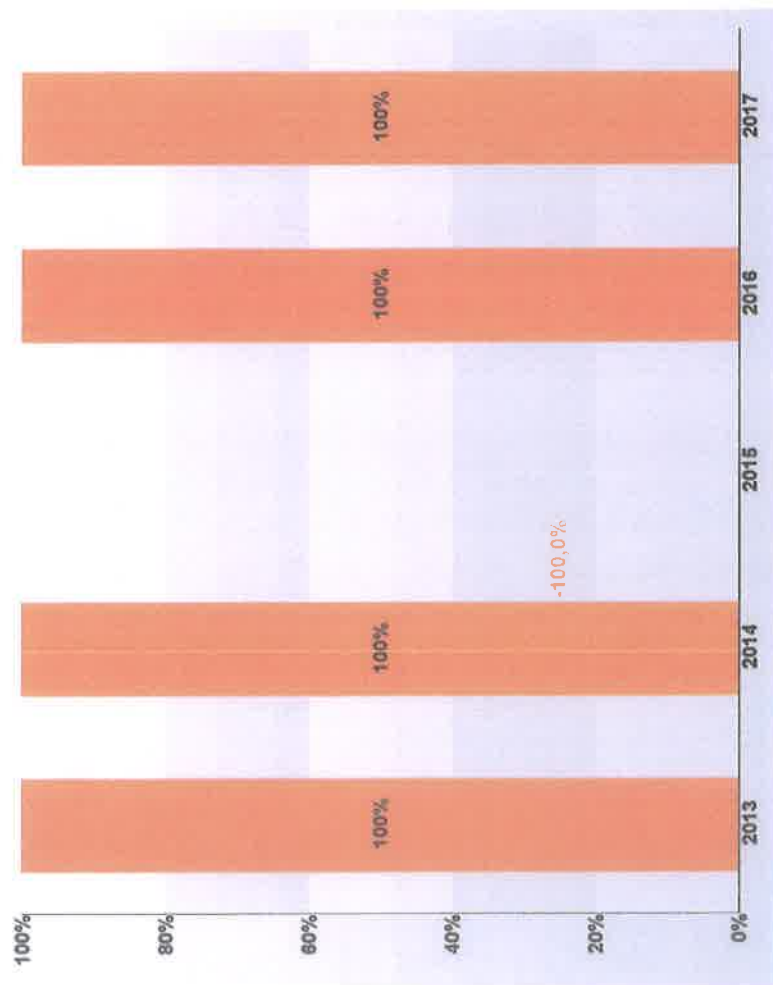
# ROYAN - CA 2013-2017 - Détail des dépenses de personnel (D012)

	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	VARIATION ANNUELLE MOYENNE OU MONTANT MOYEN SUR LA PERIODE
<b>DÉPENSES DE PERSONNEL (D012)</b>	<b>17 635 534 €</b>	<b>17 874 673 €</b>	<b>17 966 214 €</b>	<b>17 427 766 €</b>	<b>18 220 278 €</b>	<b>+0,82 %</b>
Person. affecté par collectivité rattachement (D 6215)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Autres personnel extérieur (D 6218)	0 €	0 €	0 €	0 €	60 €	ns
Impôts et taxes (D 633 hors 6331)	0 €	0 €	0 €	80 762 €	100 071 €	ns
Versement transport (D 6331)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Rémunérations principales (D 64 111)	8 067 088 €	8 135 039 €	8 177 608 €	8 076 837 €	8 364 716 €	+0,94 %
Supplém. salariaux (D 64 112)	124 327 €	123 015 €	120 786 €	123 253 €	124 485 €	+0,03 %
Autres indemnités (D 64 118)	2 120 257 €	2 213 975 €	2 101 897 €	2 040 090 €	2 122 850 €	+0,03 %
Non titulaires (D 64 13)	1 404 921 €	1 393 170 €	1 334 874 €	1 113 413 €	1 390 735 €	-0,25 %
Insertion (D 6416)	170 262 €	164 003 €	230 592 €	217 634 €	201 464 €	+4,3 %
Cotisations à l'U.R.S.A.F. (D 6451)	1 913 874 €	1 891 113 €	1 865 855 €	1 767 432 €	1 865 730 €	-0,63 %
Cotisations aux caisses de retraites (D 6453)	2 493 091 €	2 617 123 €	2 687 305 €	2 630 058 €	2 694 073 €	+1,96 %
ASSEDIC (D 6454)	0 €	0 €	0 €	9 €	59 €	ns
Cotisations pour assurance du personnel (D 6455)	85 500 €	101 724 €	115 785 €	116 236 €	121 918 €	+9,28 %
Cotisations aux autres organismes (D 6456)	11 203 €	0 €	37 €	3 032 €	3 948 €	-22,95 %
Autres charges sociales (D 647)	0 €	0 €	0 €	1 206 206 €	1 182 892 €	ns
<b>Autres</b>	<b>1 255 011 €</b>	<b>1 235 511 €</b>	<b>1 323 475 €</b>	<b>52 804 €</b>	<b>47 277 €</b>	<b>-55,94 %</b>

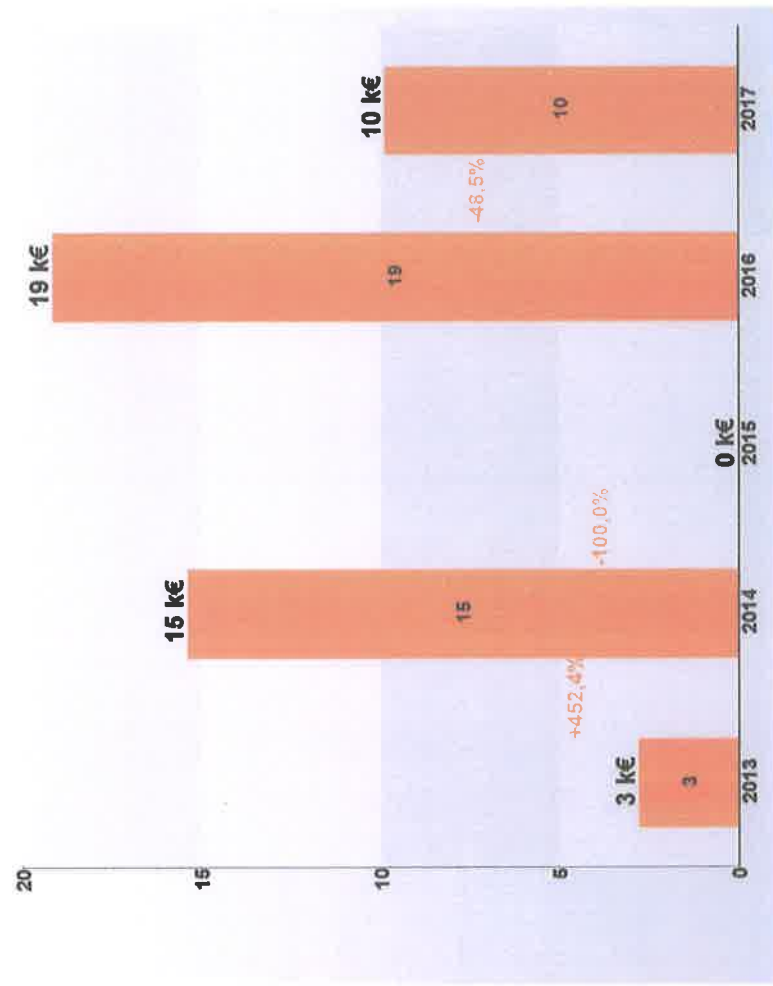
# ROYAN - CA 2013-2017 - Atténuations produits (D014)

	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	VARIATION ANNUELLE MOYENNE OU MONTANT MOYEN SUR LA PERIODE
<b>ATTENUATIONS PRODUITS (D014)</b>	<b>2 780 €</b>	<b>15 357 €</b>	<b>0 €</b>	<b>19 144 €</b>	<b>9 854 €</b>	<b>+37,21%</b>
Reversement AC	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Reversement DSC	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Reversement FNGJR	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Reversement FPIC	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Prélèvement SRU	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Autres	2 780 €	15 357 €	0 €	19 144 €	9 854 €	+37,21%

## Répartition des atténuations produits en base 100



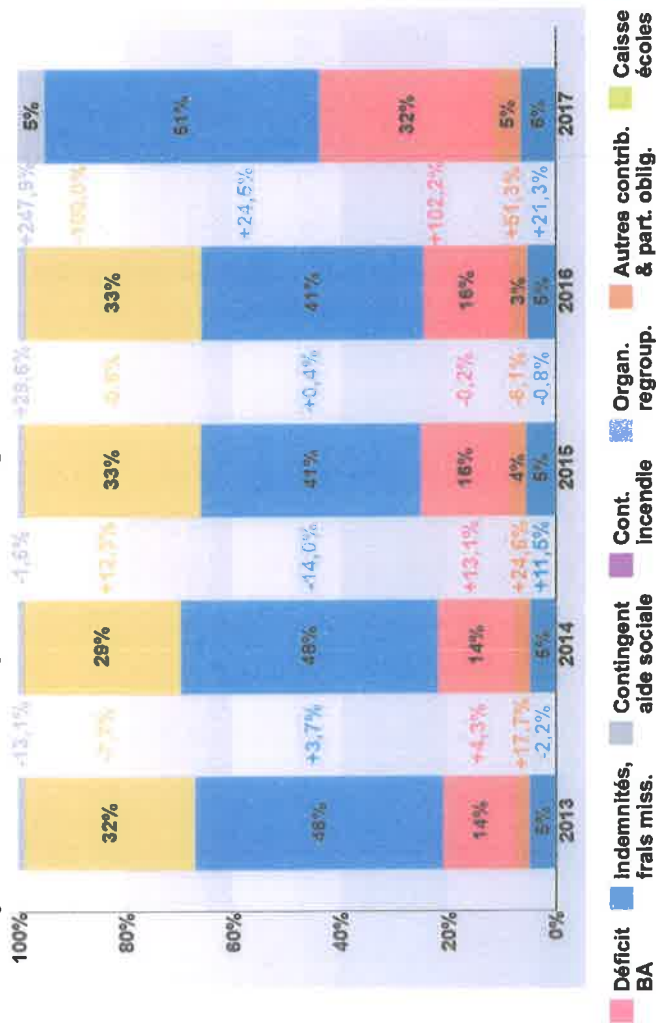
## Répartition des atténuations produits



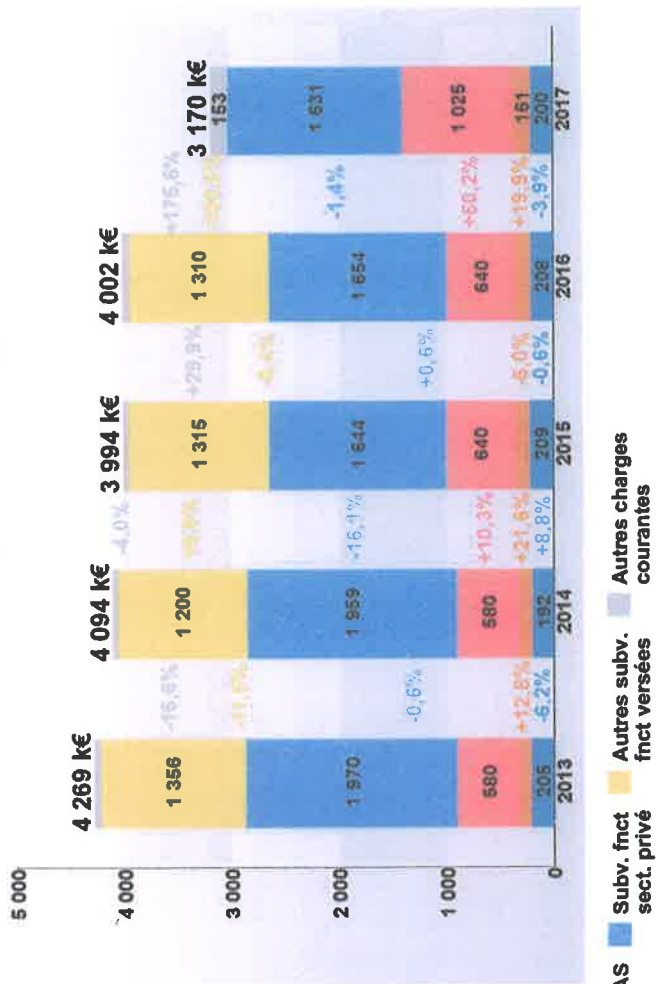
# ROYAN - CA 2013-2017 - Détail des charges courantes (D65)

	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	VARIATION ANNUELLE MOYENNE OU MONTANT MOYEN SUR LA PERIODE
<b>CHARGES COURANTES (D65)</b>	<b>4 269 083 €</b>	<b>4 093 980 €</b>	<b>3 994 272 €</b>	<b>4 001 869 €</b>	<b>3 170 245 €</b>	<b>-7,17 %</b>
Déficit des budgets annexes (D652)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Indemnités, frais de missions élus (D653)	205 093 €	192 412 €	209 308 €	208 020 €	199 891 €	<b>-0,64 %</b>
Contingent aide sociale (D6552)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Contingent incendie(D6553)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Contribution aux organismes de regroupement (D6554)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Autres contrib. & particip. oblig. (autres D655)	104 085 €	117 441 €	142 796 €	134 283 €	160 942 €	<b>+11,51 %</b>
Caisse des écoles (D657 361)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
CCAS (D657 362)	580 000 €	580 000 €	640 000 €	640 000 €	1 025 000 €	<b>+15,3 %</b>
Subv. de fonctionnement au secteur privé (D6574)	1 970 340 €	1 959 477 €	1 644 291 €	1 653 887 €	1 630 962 €	<b>-4,82 %</b>
Autres subv. de fonctionnement versées (autres D657)	1 356 000 €	1 200 000 €	1 315 000 €	1 310 000 €	0 €	<b>-100 %</b>
Autres charges courantes (autres D65)	53 565 €	44 650 €	42 877 €	55 679 €	153 450 €	<b>+30,1 %</b>

## Répartition des dépenses courantes en base 100



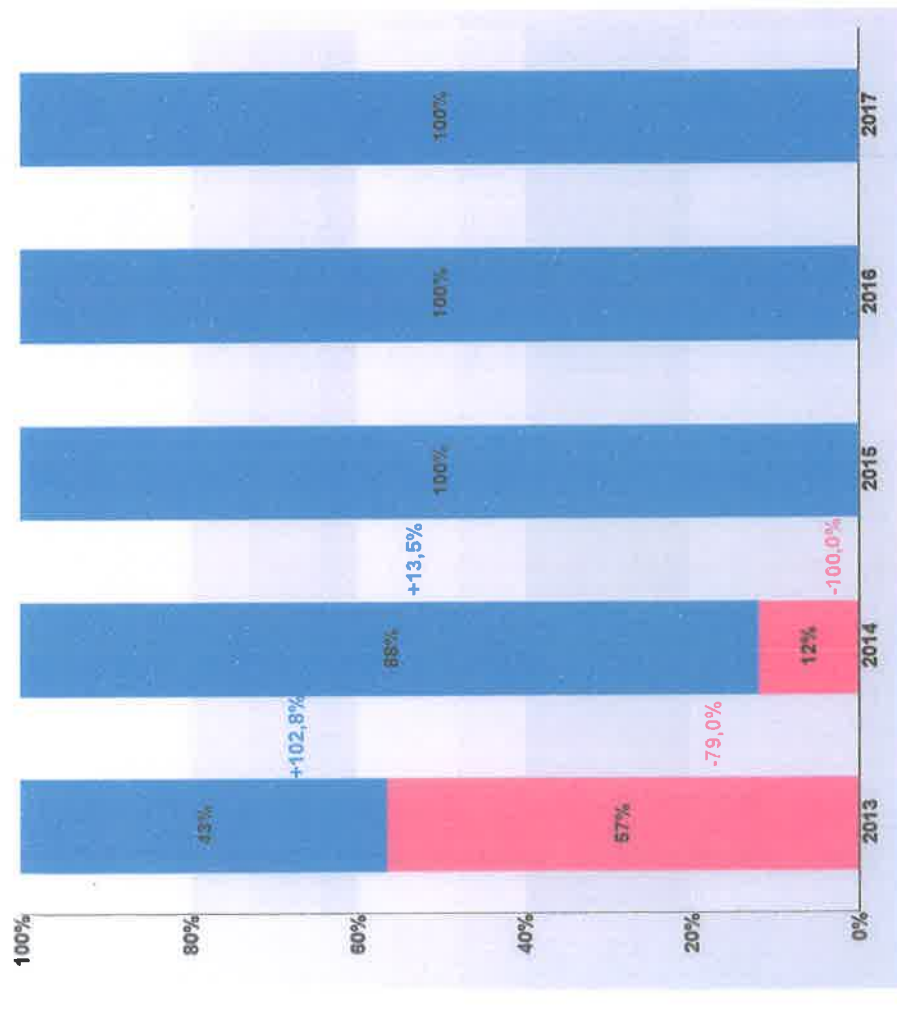
## Répartition des dépenses charges courantes



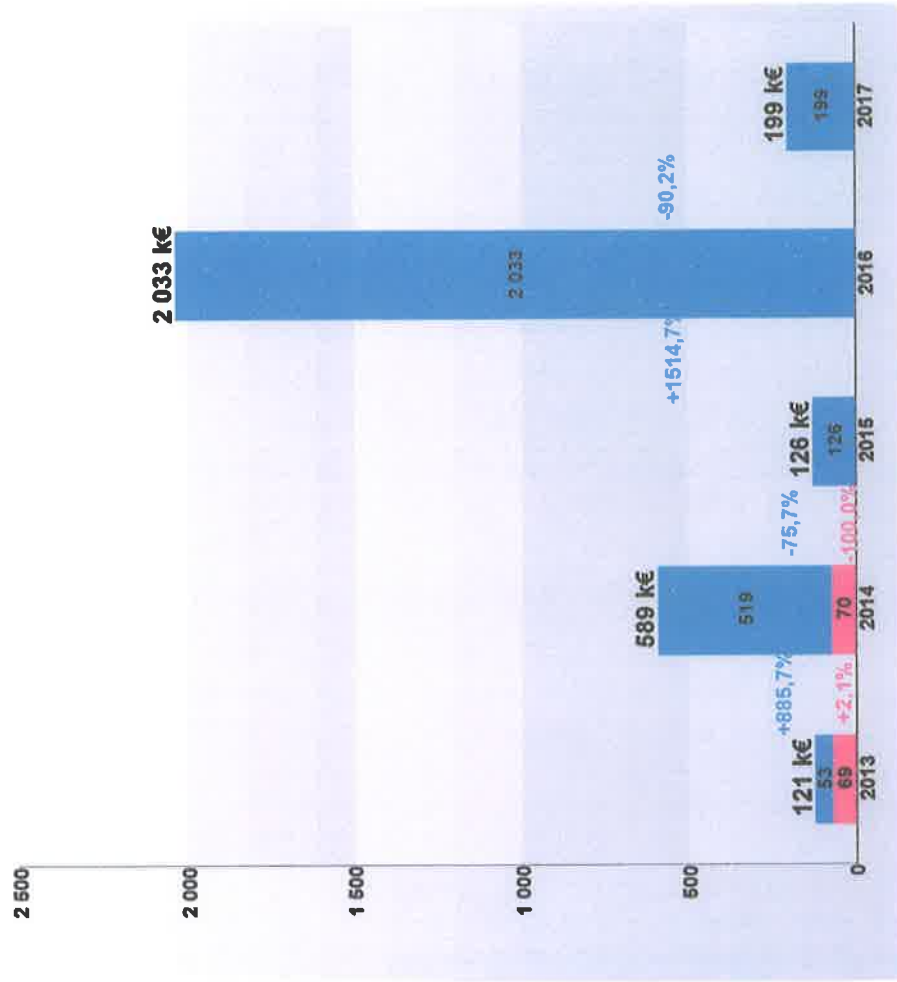
# ROYAN - CA 2013-2017 - Charges exceptionnelles (D67)

	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	VARIATION ANNUELLE MOYENNE OU MONTANT MOYEN SUR LA PERIODE
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES (D67)</b>	121 147 €	588 825 €	125 892 €	2 032 792 €	198 847 €	+13,19 %
Subv. de fonctionnement exceptionnelles (D 674)	68 500 €	69 911 €	0 €	0 €	0 €	-100 %
Autres charges exceptionnelles	52 647 €	518 914 €	125 892 €	2 032 792 €	198 847 €	+39,41 %

## Répartition des charges exceptionnelles en base 100



## Répartition des charges exceptionnelles

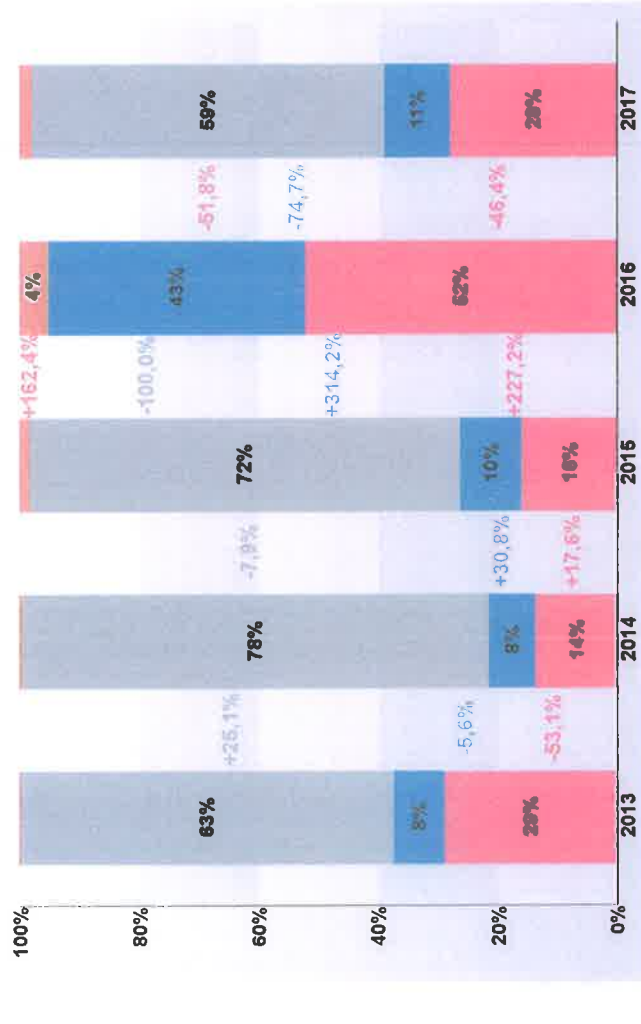


■ Subv. de fonctionnement exceptionnelles (D 674) ■ Autres charges exceptionnelles

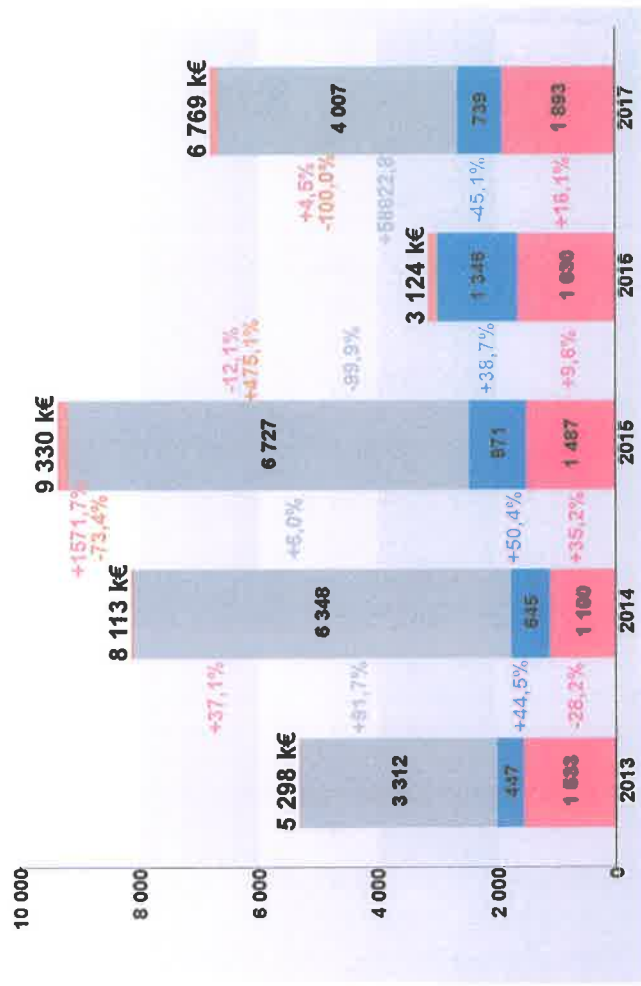
# ROYAN - CA 2013-2017 - Recettes réelles d'investissement

	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	VARIATION ANNUELLE MOYENNE OU MONTANT MOYEN SUR LA PERIODE
<b>RECETTES RÉELLES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>5 297 877 €</b>	<b>8 113 355 €</b>	<b>9 330 439 €</b>	<b>3 124 459 €</b>	<b>6 769 486 €</b>	<b>+6,32 %</b>
Dotations, fonds divers (R10 hors 1068)	1 532 560 €	1 100 221 €	1 487 317 €	1 629 603 €	1 892 587 €	<b>+5,42 %</b>
Subventions d'investissement reçues (R13)	446 628 €	645 389 €	970 562 €	1 346 232 €	739 269 €	<b>+13,43 %</b>
Emprunt (R16)	3 312 470 €	6 348 384 €	6 727 150 €	6 800 €	4 006 750 €	<b>+4,87 %</b>
Immobilisation incorporelle (R20)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Subventions reçues (R204)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Autres immobilisations (R21+R22+ R23)	0 €	10 835 €	2 880 €	16 564 €	0 €	
Participations et créances (R26)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Autres immobilisations financières (R27)	6 219 €	8 526 €	142 530 €	125 260 €	130 880 €	<b>+114,18 %</b>
Autres (hors 10,13,16,20,204,21,22,23,26,27)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	

## Recettes réelles d'investissement en base 100



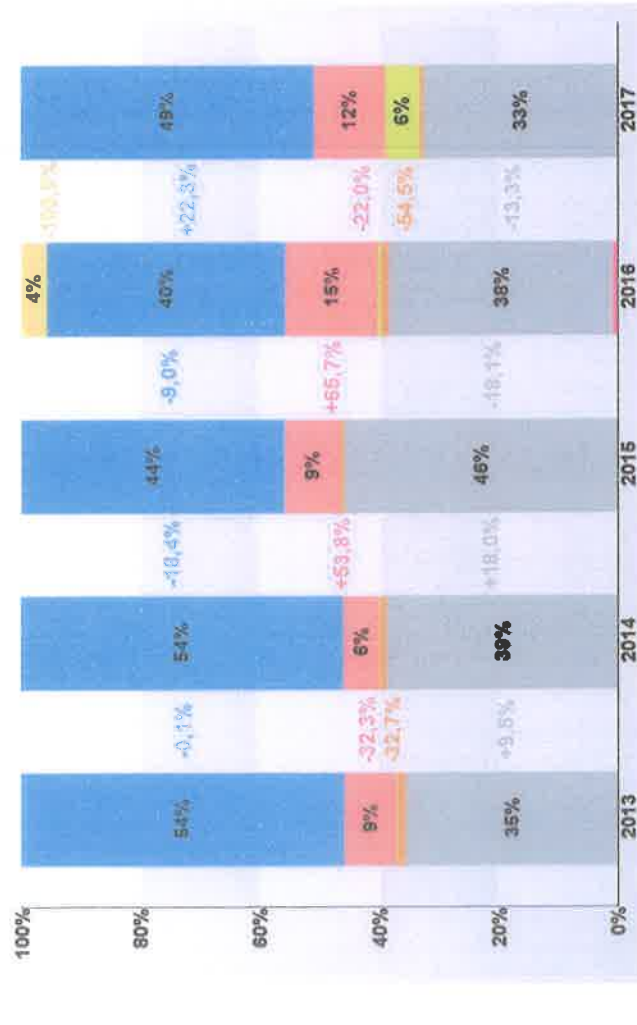
## Recettes réelles d'investissement



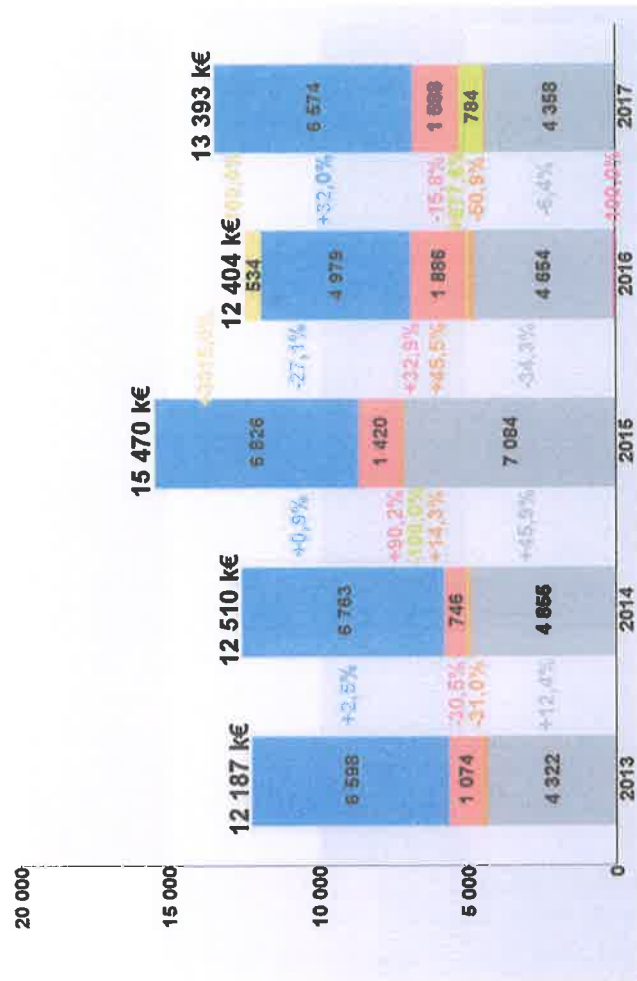
# ROYAN - CA 2013-2017 - Dépenses réelles d'investissement

	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	VARIATION ANNUELLE MOYENNE OU MONTANT MOYEN SUR LA PERIODE
<b>DÉPENSES RÉELLES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>12 187 440 €</b>	<b>12 510 378 €</b>	<b>15 470 026 €</b>	<b>12 404 048 €</b>	<b>13 392 735 €</b>	<b>+2,39 %</b>
Dotations (D10)	0 €	0 €	0 €	91 833 €	0 €	
Subventions d'investissement (D13)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Remboursement d'emprunt (D16)	4 321 641 €	4 855 250 €	7 083 604 €	4 653 606 €	4 358 244 €	<b>+0,21 %</b>
Total des opérations d'équipement	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Compte de liaison (D18)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Immobilisation incorporelle (D20)	156 310 €	107 912 €	123 378 €	179 534 €	88 179 €	<b>-13,33 %</b>
Subventions versées (D 204)	37 500 €	37 500 €	0 €	80 174 €	783 750 €	<b>+113,81 %</b>
Immobilisation corporelle (D21)	1 074 116 €	746 425 €	1 419 621 €	1 886 006 €	1 588 323 €	<b>+10,27 %</b>
Immobilisation en cours (D 23)	6 597 873 €	6 763 291 €	6 826 280 €	4 978 895 €	6 574 239 €	<b>-0,09 %</b>
Autres immobilisations financières (D27)	0 €	0 €	17 143 €	534 000 €	0 €	
Opérations d'équipement (D45)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Autres (hors 10,13,16,18,20,21,23,45)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	

## Dépenses réelles d'investissement en base 100



## Dépenses réelles d'investissement



# ROYAN - CA 2013-2017 - Vue détaillée, fiscalité et ratios

EQUILIBRES FINANCIERS	CA	CA	CA	CA	CA	VARIATION ANNUELLE MOYENNE OU MONTANT MOYEN SUR LA PERIODE
	2013	2014	2015	2016	2017	
<b>RECETTES DE GESTION</b>	<b>40 125 326 €</b>	<b>39 685 064 €</b>	<b>39 399 817 €</b>	<b>42 889 903 €</b>	<b>40 293 660 €</b>	<b>+0,1 %</b>
Produit des services (R70)	2 503 598 €	2 339 027 €	2 240 525 €	2 387 569 €	2 295 529 €	-2,15 %
Impôts et taxes (R73)	24 580 731 €	24 723 453 €	25 466 617 €	27 391 211 €	27 388 035 €	+2,74 %
Contributions directes ménages	18 509 913 €	18 842 007 €	19 238 905 €	20 714 589 €	21 073 742 €	+3,3 %
Contributions directes entreprises	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Rôles supplémentaires	24 283 €	33 181 €	30 144 €	78 694 €	105 659 €	+44,43 %
Total fiscalité directe	18 534 196 €	18 875 188 €	19 269 049 €	20 793 283 €	21 179 401 €	+3,39 %
AC + DSC	1 734 747 €	1 734 882 €	1 734 882 €	1 742 480 €	868 696 €	-15,88 %
TASCOM + IFER	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
FNGIR	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
TEOM	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Produit des droits de mutation	1 418 672 €	1 296 327 €	1 576 617 €	1 837 731 €	2 439 079 €	+14,51 %
Autres recettes fiscales	2 893 116 €	2 817 056 €	2 886 069 €	3 017 717 €	2 900 859 €	+0,07 %
Dotations et Participations (R74)	7 896 914 €	7 635 579 €	6 801 845 €	6 289 760 €	5 849 229 €	-7,23 %
Dotation globale de fonctionnement (R741)	6 334 133 €	6 012 306 €	5 253 531 €	4 456 594 €	4 063 040 €	-10,51 %
Participations (R747)	956 998 €	1 055 957 €	954 560 €	1 344 573 €	1 164 387 €	+5,03 %
Atténuation de charges (R013)	198 371 €	217 187 €	889 598 €	847 718 €	876 777 €	+44,99 %
Autres recettes de fonctionnement	4 945 712 €	4 769 818 €	4 001 232 €	5 953 645 €	3 884 090 €	-5,86 %
<b>DEPENSES DE GESTION</b>	<b>31 211 412 €</b>	<b>31 427 016 €</b>	<b>31 264 160 €</b>	<b>30 300 692 €</b>	<b>30 726 501 €</b>	<b>-0,39 %</b>
Dépenses de personnel (D012)	17 635 534 €	17 874 673 €	17 958 214 €	17 427 766 €	18 220 278 €	+0,82 %
Dépenses de personnel (D64)	17 542 938 €	17 781 965 €	17 865 517 €	17 347 004 €	18 120 147 €	+0,81 %
dont rémunérations principales (641.1)	8 057 088 €	8 135 039 €	8 177 608 €	8 076 837 €	8 364 716 €	+0,94 %
dont autres indemnités (641.18)	2 120 257 €	2 213 975 €	2 101 897 €	2 040 090 €	2 122 850 €	+0,03 %
dont cotisations (6451+53+54+55+58)	4 503 668 €	4 609 960 €	4 668 982 €	4 516 767 €	4 685 728 €	+1 %
Charges à caractère général (D011)	9 304 015 €	9 443 006 €	9 311 674 €	8 851 913 €	9 326 124 €	+0,06 %
dont énergie, élec. & carb. (606.12-22)	1 800 386 €	1 710 847 €	1 693 717 €	1 382 673 €	1 348 543 €	-6,97 %
dont entretien (6152+6155)	815 663 €	837 118 €	902 704 €	811 246 €	963 055 €	+4,24 %
dont maintenance (6156)	279 581 €	307 044 €	282 832 €	313 109 €	294 042 €	+1,27 %
dont fournitures (6063)	373 269 €	354 356 €	345 421 €	322 044 €	322 868 €	-3,56 %
Atténuation produits (D014)	2 780 €	15 357 €	0 €	19 144 €	9 854 €	+37,21 %
AC + DSC	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Autres atténuations	2 780 €	15 357 €	0 €	19 144 €	9 854 €	+37,21 %
Autres charges courantes (D65)	4 269 083 €	4 093 980 €	3 994 272 €	4 001 869 €	3 170 245 €	-7,17 %
Contingents et Participations (D655)	104 085 €	117 441 €	142 796 €	134 283 €	160 942 €	+11,51 %
dont contingent incendie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Subventions de fonctionnement (D657)	3 906 340 €	3 739 477 €	3 599 291 €	3 603 887 €	2 655 962 €	-9,19 %
dont CCAS	580 000 €	580 000 €	640 000 €	640 000 €	1 025 000 €	+15,3 %
dont subventions de fonctionnement	1 970 340 €	1 959 477 €	1 644 291 €	1 653 887 €	1 630 962 €	-4,62 %
Autres dépenses de fonctionnement	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	

# ROYAN - CA 2013-2017 - Vue détaillée, fiscalité et ratios

EQUILIBRES FINANCIERS	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	VARIATION ANNUELLE MOYENNE DU MONTANT MOYEN SUR LA PERIODE
<b>EPARGNE DE GESTION</b>	8 913 914 €	8 238 048 €	8 135 657 €	12 569 211 €	9 557 159 €	+1,78 %
Intérêts de la dette existante	2 385 813 €	2 808 331 €	2 426 589 €	2 346 240 €	2 023 946 €	-4,03 %
Solde produits - charges financières	-320 653 €	-182 582 €	-587 436 €	-115 837 €	-56 038 €	ns
Solde produits - charges exceptionnelles & provisions (hors cessions)	-19 258 €	-509 289 €	-41 904 €	-3 830 291 €	-450 902 €	ns
<b>EPARGNE BRUTE (CAF)</b>	6 188 190 €	4 757 846 €	5 079 728 €	6 276 843 €	7 036 273 €	+3,26 %
Amortissement du capital de la dette existante	4 306 650 €	4 849 500 €	4 947 354 €	4 647 756 €	4 353 094 €	+0,27 %
<b>EPARGNE NETTE (CAF NETTE)</b>	1 881 540 €	911 654 €	1 329 374 €	1 629 087 €	2 683 179 €	+9,28 %
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (hors D16)</b>	7 880 790 €	7 660 878 €	8 390 672 €	7 756 292 €	9 039 641 €	+3,49 %
Dépenses d'équipement (D20,204,21,23)	7 865 799 €	7 655 128 €	8 389 279 €	7 124 609 €	9 034 491 €	+3,52 %
dont opérations équipement	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
dont 20	156 310 €	107 912 €	123 378 €	179 534 €	88 179 €	-13,33 %
dont 21	1 074 116 €	746 425 €	1 419 621 €	1 886 006 €	1 588 323 €	+10,27 %
dont 23	6 597 873 €	6 763 291 €	6 826 280 €	4 978 895 €	6 574 239 €	-0,09 %
dont constructions en cours	2 048 731 €	2 668 305 €	2 704 459 €	2 694 750 €	3 472 944 €	+14,11 %
dont immobilisations corporelles	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
dont 204	37 500 €	37 500 €	0 €	80 174 €	783 750 €	+113,61 %
Opérations pour compte de tiers (D45)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Autres dépenses d'investissement	14 991 €	5 750 €	21 393 €	631 683 €	5 150 €	-23,44 %
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	2 286 850 €	2 097 941 €	3 728 817 €	6 494 749 €	2 843 252 €	+5,6 %
FCTVA	1 041 957 €	762 476 €	1 000 393 €	1 084 175 €	1 124 371 €	+1,92 %
Subventions d'investissement reçues (R13)	446 628 €	645 389 €	970 562 €	1 346 232 €	739 289 €	+13,43 %
Produit des cessions des immobilisations (775)	288 973 €	327 730 €	1 125 528 €	3 370 290 €	73 766 €	-29,92 %
Autres recettes d'investissement	509 292 €	382 346 €	632 334 €	694 052 €	905 846 €	+15,48 %
<b>BESOIN DE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT</b>	5 593 940 €	5 562 937 €	4 661 855 €	1 261 543 €	6 196 389 €	+2,59 %
Emprunt	3 300 000 €	6 343 144 €	6 727 150 €	0 €	4 000 000 €	
Dont emprunts nouveaux	3 300 000 €	6 343 144 €	4 595 150 €	0 €	4 000 000 €	+4,93 %
Dont emprunt pour refinancement de dette	0 €	0 €	2 132 000 €	0 €	0 €	
Amortissement du capital	4 306 650 €	4 849 500 €	7 079 354 €	4 647 756 €	4 353 094 €	+0,27 %
Dont amortissement de la dette normale	4 306 650 €	4 849 500 €	4 947 354 €	4 647 756 €	4 353 094 €	+0,27 %
Dont remboursement pour gestion de dette	0 €	0 €	2 132 000 €	0 €	0 €	
Solde net de dette	-1 006 650 €	1 493 644 €	-352 204 €	-4 647 756 €	-353 094 €	ns
Variation du fonds de roulement	-412 400 €	688 553 €	65 669 €	367 544 €	486 790 €	ns
<b>SOLDE DE CLÔTURE REPORTÉ</b>	6 983 250 €	7 022 740 €	7 357 647 €	7 420 534 €	14 120 658 €	+19,25 %
<b>RESULTAT DE CLÔTURE AU 31/12</b>	6 570 850 €	7 711 293 €	7 423 316 €	7 788 078 €	14 607 448 €	+22,11 %
<b>ENCOURS DE DETTE AU 31/12</b>	54 022 150 €	55 515 794 €	56 756 965 €	52 036 548 €	55 483 959 €	+0,67 %
<b>RESTES À RÉALISER EN RECETTES</b>	0 €	0 €	0 €	4 633 546 €	0 €	
<b>RESTES À RÉALISER EN DÉPENSES</b>	0 €	0 €	6 539 504 €	9 284 059 €	0 €	

# ROYAN - CA 2013-2017 - Vue détaillée, fiscalité et ratios

EQUILIBRES FINANCIERS	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	VARIATION ANNUELLE MOYENNE DU MONTANT MOYEN SUR LA PERIODE
<b>FISCALITE : TAXES MENAGES</b>						
Base réelle TH nette	56 934 594 €	57 524 119 €	59 445 940 €	58 357 989 €	59 334 679 €	+1,04 %
Taux TH voté (en %)	10,71 %	10,71 %	10,71 %	11,56 %	11,56 %	+1,93 %
Produit de la taxe d'habitation	6 097 695 €	6 160 833 €	6 366 660 €	6 746 184 €	6 859 089 €	+2,99 %
Base réelle TH (RS) nette	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Majoration RS (en %)						
Produit de la taxe d'habitation (RS)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Base réelle FB nette	41 821 869 €	42 749 157 €	43 373 091 €	43 634 286 €	44 408 908 €	+1,51 %
Taux FB voté (en %)	29,53 %	29,53 %	29,53 %	31,86 %	31,86 %	+1,92 %
Produit de la taxe foncière	12 349 998 €	12 623 826 €	12 808 074 €	13 901 894 €	14 148 678 €	+3,46 %
Base réelle FNB nette	118 809 €	109 506 €	122 534 €	117 718 €	116 749 €	-0,44 %
Taux FNB voté (en %)	52,37 %	52,37 %	52,37 %	56,51 %	56,51 %	+1,92 %
Produit de la taxe foncière non bâtie	62 220 €	57 348 €	64 171 €	66 522 €	65 975 €	+1,48 %
Base réelle taxe additionnelle FNB	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Taux taxe additionnelle FNB voté (en %)						
Produit taxe additionnelle FNB	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
<b>PRODUIT MENAGES *</b>	<b>18 509 913 €</b>	<b>18 842 007 €</b>	<b>19 238 905 €</b>	<b>20 714 589 €</b>	<b>21 073 742 €</b>	<b>+3,3 %</b>
<i>* La différence du produit ménage inscrit sur cette page et aux pages 3 &amp; 13 correspond à la différence entre produit notifié et produit réel.</i>						
<b>FISCALITE : TAXES ENTREPRISES</b>						
Base réelle TP nette	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Taux TP voté (en %)						
Produit de la Taxe Professionnelle	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Base réelle CFE nette	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Taux CFE voté (en %)						
Produit CFE (Cotisation Fondère des Entreprises)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Produit CVAE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
IFER + TASCOM + Compensation relais 2010	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
<b>PRODUIT ENTREPRISES</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	
<b>RÔLES SUPPLEMENTAIRES</b>	<b>24 283 €</b>	<b>33 181 €</b>	<b>30 144 €</b>	<b>78 694 €</b>	<b>105 659 €</b>	<b>+44,43 %</b>
<b>TOTAL FISCALITE DIRECTE</b>	<b>18 534 196 €</b>	<b>18 875 188 €</b>	<b>19 269 049 €</b>	<b>20 793 283 €</b>	<b>21 179 401 €</b>	<b>+3,39 %</b>
<b>FISCALITE : ATTENUATIONS / PEREQUATIONS / COMPENSATIONS</b>						
AC + DSC nets	1 734 747 €	1 734 882 €	1 734 882 €	1 742 480 €	868 696 €	-15,88 %
D014 - (AC+DSC dépenses) + FPIC + FNGIR	-2 780 €	-15 357 €	0 €	-19 144 €	-9 854 €	ns
Compensations fiscales TP/TH/FB	596 430 €	557 620 €	584 970 €	478 719 €	606 551 €	+0,42 %
<b>PRODUIT GLOBAL</b>	<b>20 838 310 €</b>	<b>21 119 152 €</b>	<b>21 558 757 €</b>	<b>22 916 644 €</b>	<b>22 539 135 €</b>	<b>+1,98 %</b>

# ROYAN - CA 2013-2017 - Vue détaillée, fiscalité et ratios

EQUILIBRES FINANCIERS	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	VARIATION ANNUELLE MOYENNE OU MONTANT MOYEN SUR LA PERIODE
<b>PRINCIPAUX RATIOS</b>						
<b>ENDETTLEMENT</b>						
Endettement/Épargne brute (en années)	8,73 ans	11,67 ans	11,17 ans	8,29 ans	7,89 ans	
Encours de la dette/Recettes de gestion	134,63 %	139,89 %	144,05 %	121,38 %	137,7 %	
Encours de dette en € /habitant	1 943 €	1 996 €	2 041 €	1 896 €	1 995 €	
Annuité de dette / Recettes de Gestion	16,68 %	19,3 %	18,72 %	16,31 %	15,83 %	
<b>FONCTIONNEMENT</b>						
Dépenses de gestion en € /habitant	1 122 €	1 130 €	1 124 €	1 104 €	1 105 €	
Produit des impôts directs en € /habitant	666 €	679 €	693 €	758 €	762 €	
Recettes de gestion en € /habitant	1 443 €	1 427 €	1 417 €	1 562 €	1 449 €	
Dép. de personnel/Dépenses de gestion	56,5 %	56,88 %	57,44 %	57,52 %	59,3 %	
Dép. de gestion + remb. K/Rec. de gestion	88,52 %	91,41 %	91,91 %	81,52 %	87,06 %	
<b>INVESTISSEMENT</b>						
Dép. d'équipement brut en € /habitant	283 €	275 €	301 €	260 €	325 €	
Dép. d'équipement brut/Rec. de gestion	19,6 %	19,29 %	21,24 %	16,62 %	22,42 %	
<b>EPARGNE</b>						
Taux d'épargne de gestion	22,22 %	20,81 %	20,65 %	29,32 %	23,74 %	
Taux d'épargne brute	15,42 %	11,99 %	12,89 %	14,64 %	17,46 %	
Taux d'épargne nette	4,69 %	-0,23 %	0,34 %	3,8 %	6,66 %	
Résultat de clôture/Emprunt nouveau	199,12 %	121,57 %	161,55 %		365,19 %	

# ROYAN - CA 2013-2017 - Moyennes nationales 2016

Strate de population : 20 000 à 50 000 habitants hab.	CA 2016 (€ /hab.) 27 447 hab.	CA 2017 (€ /hab.) 27 810 hab.	Evol.	Strate (€/hab.)	Écart /strate*	Écart /strate*
<b>RECETTES DE GESTION</b>						
dont impôts et taxes (R73)	1 561,92 €	1 448,89 €	-7,24 %	nd	nd	nd
dont contributions directes	997,97 €	984,83 €	-1,32 %	622 €	369 €	59,35 %
Participations (R74)	757,58 €	761,58 €	+0,53 %	530 €	229 €	43,24 %
DGF	229,16 €	210,33 €	-8,22 %	nd	nd	nd
	162,37 €	146,10 €	-10,02 %	191 €	-36 €	-19,07 %
<b>DÉPENSES DE GESTION</b>						
Charges à caractère général (D011)	1 103,97 €	1 104,87 €	+0,08 %	nd	nd	nd
Personnel (D012)	322,51 €	335,35 €	+3,98 %	258 €	71 €	27,47 %
Autres charges (65)	634,96 €	655,17 €	+3,18 %	624 €	21 €	3,35 %
dont 655	145,80 €	114,00 €	-21,81 %	nd	nd	nd
dont 657	4,89 €	5,79 €	+18,29 %	56 €	-51 €	-90,44 %
	131,30 €	95,50 €	-27,26 %	85 €	28 €	33,35 %
<b>ÉPARGNE DE GESTION</b>						
Frais financiers	457,94 €	344,02 €	-24,88 %	202 €	199 €	98,24 %
Résultat financier & exceptionnel	85,48 €	72,78 €	-14,86 %	57 €	22 €	39,05 %
	-8,01 €	-5,89 €	ns	nd	nd	nd
<b>ÉPARGNE BRUTE</b>						
Remboursement du capital de la dette	364,45 €	265,35 €	-27,19 %	176 €	139 €	79,29 %
	189,55 €	156,71 €	-7,57 %	110 €	54 €	48,82 %
<b>ÉPARGNE DISPONIBLE (CAF)</b>						
DÉPENSES RÉELLES D'INVESTISSEMENT (HORS D16)	194,90 €	108,64 €	-44,26 %	66 €	86 €	129,9 %
Dépenses d'équipement brut	262,92 €	324,86 €	+23,56 %	nd	nd	nd
	259,58 €	324,86 €	+25,15 %	273 €	19 €	7,01 %
<b>RECETTES RÉELLES D'INVESTISSEMENT (HORS R16)</b>						
Subventions	236,38 €	102,00 €	-56,85 %	nd	nd	nd
	49,05 €	26,58 €	-45,8 %	60 €	-22 €	-36,54 %
<b>EMPRUNT</b>						
	0,25 €	144,08 €	ns	98 €	-26 €	-26,73 %
<b>ENDETTEMENT</b>						
DETTES / ÉPARGNE BRUTE	1 895,89 €	1 995,11 €	+5,23 %	962 €	983 €	102,22 %
	5,2	7,5	+44,54 %	5,48	0,88	16,11 %
<b>FISCALITÉ</b>						
Base TH	2 126,21 €	2 133,57 €	+0,35 %	1 329 €	801 €	60,26 %
Base FB	1 589,77 €	1 596,87 €	+0,45 %	1 289 €	304 €	23,57 %
Base FNB	4,29 €	4,20 €	-2,12 %	14 €	-9 €	-68,85 %
Base CFE	0 €	0 €		0 €	0	
Taux TH	11,56 %	11,56 %		14,5 %	-2,94 %	-20,29 %
Taux FB	31,86 %	31,86 %		19,29 %	12,57 %	55,13 %
Taux FNB	56,51 %	56,51 %		55,45 %	1,06 %	1,92 %
Taux CFE				nd	nd	nd
Potentiel fiscal	980,98 €	0 €	-100 %	nd	nd	nd

\* Écarts calculés sur la moyenne des 2 années

en vert : situation favorable

en rouge : situation défavorable

## ROYAN - CA 2013-2017 - Synthèse commentée

Les **recettes de gestion** évoluent de 0,1 % et s'établissent en volume à 40,3 M€ soit (1 448,9 € /hab).

Les dotations et participations (R74) diminuent de 7,2 %. La DGF diminue de 10,5 %.

Les recettes fiscales augmentent de 3,4 %.

Les **dépenses de gestion** évoluent de -0,4 % et s'établissent en volume à 30,7 M€ soit (1 104,9 € /hab).

Les dépenses de personnel (D012) augmentent de 0,8 %.

Les charges à caractère général (D011) augmentent de 0,1 %.

Les dépenses de gestion courante (D65) diminuent de 7,2 %.

Compte tenu des évolutions des dépenses et recettes de gestion :

L'**épargne de gestion** augmente de 1,8 %.

En prenant en compte les **frais financiers**, l'épargne brute augmente de 3,3 %.

En prenant en compte le remboursement du capital de la dette, l'**épargne nette** est positive. Elle augmente de 9,3 %, et représente 32,5 % des dépenses d'équipement brut.

Les **dépenses d'investissement** (hors dette) s'établissent à 9,0 M€ (soit 325,1 € /hab).

Parmi elles, les dépenses d'équipement représentent 99,9 % et ressortent en hausse de 3,5 %.

Les **recettes d'investissement** (hors dette) s'établissent à 2,8 M€ (soit 102,2 € /hab).

Parmi elles, les subventions représentent 26,0 % et ressortent en hausse de 13,4 %.

Le volume d'emprunt est de 4,0 M€ (143,8 € /hab) et en moyenne sur la période de 3,6 M€ .

Le **solde de clôture** est en hausse.

L'**endettement** s'établit à 55,5 M€ (soit 1 995,1 € /hab), est en hausse de 0,7 % sur la période et la capacité de désendettement est de 7,8 années.

# ROYAN

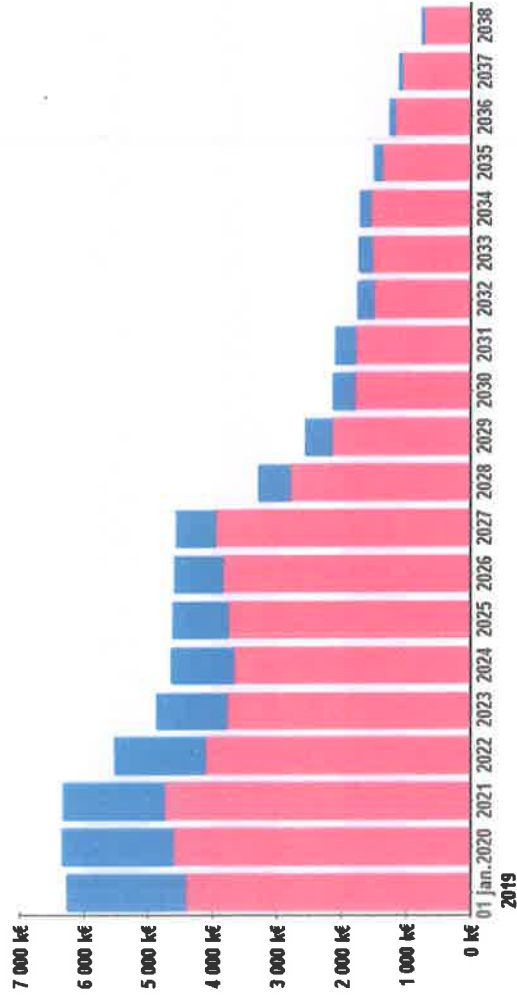
## Tableau de bord de la dette

en date du mardi 1 janvier 2019

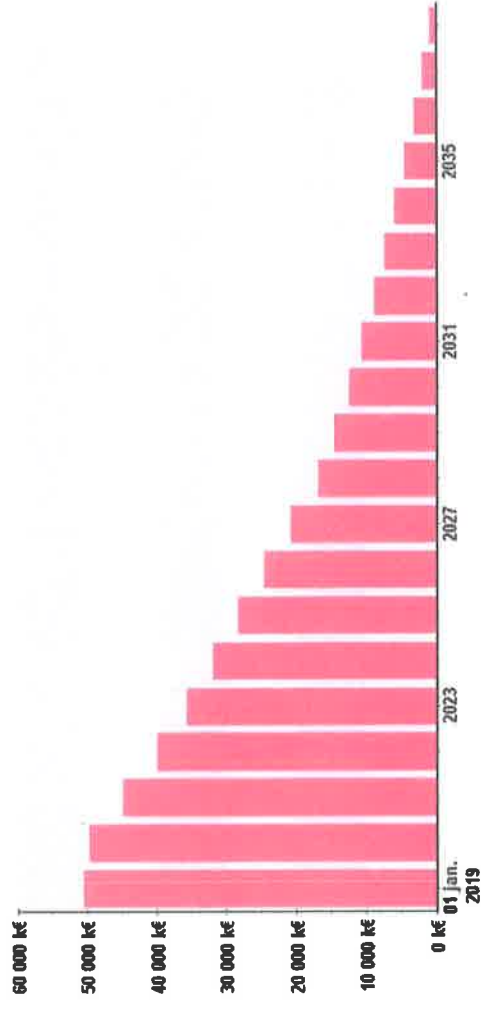
### Synthese générale

Capital restant dû	Nbre de lignes	Taux moyen	Durée résiduelle moyenne pondérée	% taux fixe	% taux variable	% autres
50 282 438 €	20	3,31 %	12,66 ans	74,39 %	3,65 %	21,96 %

### Echéances



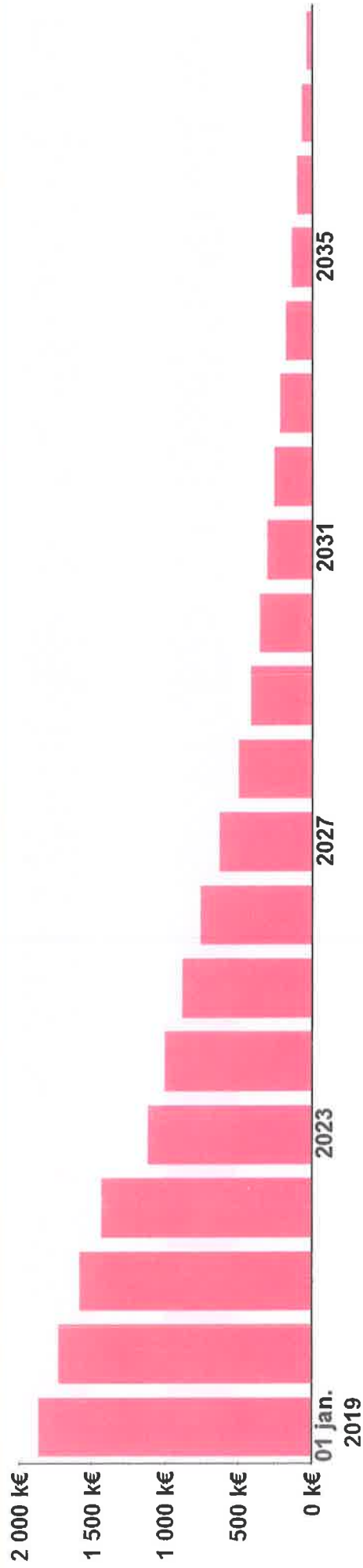
### Capital restant dû



**Amortissement**



**Intérêts**



Synthèse par type de support

Support	Capital restant dû	% CRD total	Nbre de lignes	Taux moyen	Durée résiduelle moyenne pondérée	% taux fixe	% taux variable	% autres
Contrat unique	46 482 438 €	92,44 %	19	3,45 %	12,21 ans	72,3 %	3,95 %	23,75 %
Contrat revolving	3 800 000 €	7,56 %	1	1,68 %	18,10 ans	100 %	0 %	0 %

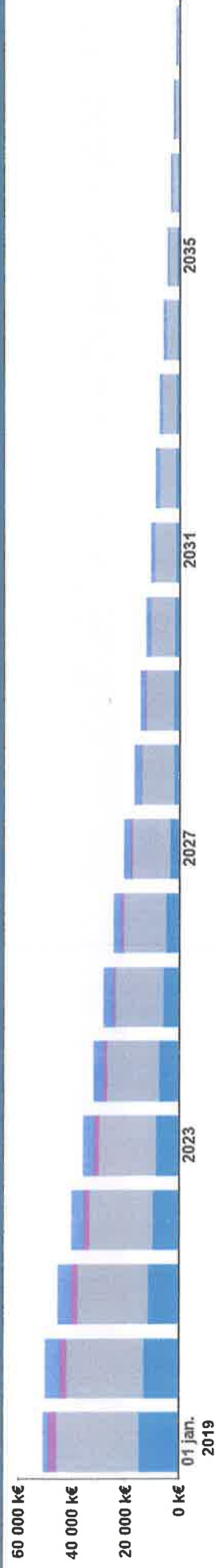


Synthèse par type de risque

Catégorie de risque	Capital restant dû	% CRD total	Nbre de lignes	Taux moyen	Durée résiduelle moyenne pondérée	% taux fixe	% taux variable	% autres
Taux fixe en €	35 076 647 €	69,76 %	14	3,24 %	15,13 ans	100 %	0 %	0 %
Taux fixe en devises	2 329 573 €	4,63 %	2	3,72 %	3,67 ans	100 %	0 %	0 %
Taux variable en €	1 834 522 €	3,65 %	1	0,28 %	9,51 ans	0 %	100 %	0 %
Taux structuré	11 041 696 €	21,96 %	3	3,98 %	7,22 ans	0 %	0 %	100 %



Capital restant dû par type de taux

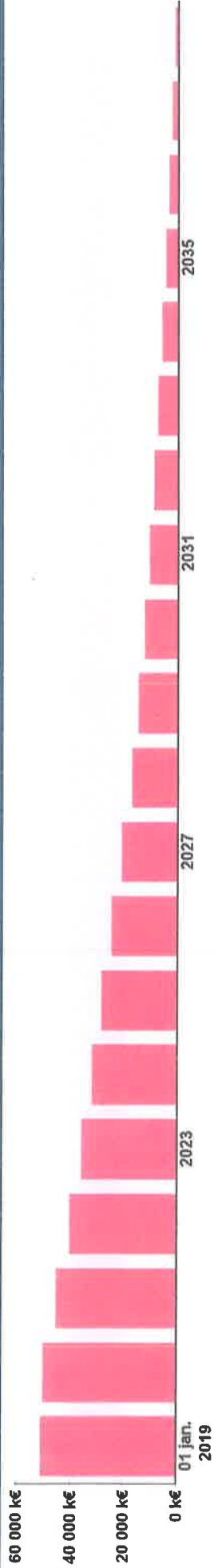


Synthese par type de budget

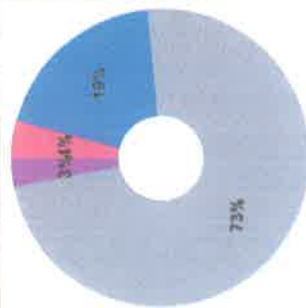


Budget	Capital restant dû	% CRD total	Nbre de lignes	Taux moyen	Durée résiduelle moyenne pondérée	% taux fixe	% taux variable	% autres
Budget principal	50 282 438 €	100 %	20	3,31 %	12,66 ans	74,39 %	3,65 %	21,96 %

Capital restant dû par budget



Synthese par categorie GISSLER



GISSLER	Capital restant dû	% CRD total	Nbre de lignes	Taux moyen	Durée résiduelle moyenne pondérée	% taux fixe	% taux variable	% autres
3E	2 135 566 €	4,25 %	1	3,9 %	2,33 ans	0 %	0 %	100 %
6F	9 707 411 €	19,31 %	3	3,91 %	7,22 ans	24 %	0 %	76 %
1A	36 911 169 €	73,41 %	15	3,09 %	14,85 ans	95,03 %	4,97 %	0 %
1E	1 528 293 €	3,04 %	1	4,09 %	8,67 ans	0 %	0 %	100 %

Synthèse par prêteur



Prêteur	Capital restant dû	% CRD total	Nbre de lignes	Taux moyen	Durée résiduelle moyenne pondérée	% taux fixe	% taux variable	% autres
SFIL	19 963 467 €	39,7 %	6	3,45 %	9,65 ans	35,5 %	9,19 %	55,31 %
DEXIA	2 329 573 €	4,63 %	2	3,72 %	3,67 ans	100 %	0 %	0 %
CE	15 187 899 €	30,21 %	8	3,67 %	14,95 ans	100 %	0 %	0 %
CRCA	8 900 000 €	17,7 %	3	2,81 %	16,10 ans	100 %	0 %	0 %
Crédit Foncier	3 901 500 €	7,76 %	1	2,12 %	16,60 ans	100 %	0 %	0 %

Capital restant dû par prêteur



Vos crédits "structurés"

Capital restant dû	% CRD total	Nbre de lignes	Taux moyen	Durée résiduelle moyenne pondérée	% taux fixe	% taux variable	% autres
11 041 696 €	21,96 %	3	3,98 %	7,22 ans	0 %	0 %	100 %

Ventilation du CRD par type d'indemnité



Type d'indemnité	Capital restant dû	% CRD total	Nbre de lignes	Taux moyen	Durée résiduelle moyenne pondérée	% taux fixe	% taux variable	% autres
Actuarielle	33 606 220 €	66,83 %	15	3,45 %	14,00 ans	100 %	0 %	0 %
Forfaitaire	1 834 522 €	3,65 %	1	0,28 %	9,51 ans	0 %	100 %	0 %
De marché	14 841 696 €	29,52 %	4	3,39 %	10,01 ans	25,6 %	0 %	74,4 %

Liste des contrats

Réf.	Prêteur	Montant historique	Date sign.	Type de taux	Prochaine échéance	CRD au 01/01/2019	Durée rés.	Taux / Marge	Taux facial	Indemn.	Budgets	Cat. GISSLER
Prêt 104	Crédit Foncier	4 590 000,00 €	09/07/15	Fixe	03/02/19	3 901 500,00 €	16,60 ans	2,120 %	2,120 %	Actuarielle	Principal	1A
Prêt 72	SFIL	7 762 494,08 €	17/04/07	Structuré	01/05/19	2 135 565,62 €	2,33 ans	3,903 %	3,850 %	De marché	Principal	3E
Prêt 74	DEXIA	1 984 582,96 €	15/05/06	Fixe	01/09/19	931 829,12 €	3,67 ans	3,720 %	3,720 %	Actuarielle	Principal	6F
Prêt 75	DEXIA	2 976 874,44 €	04/06/07	Fixe	01/09/19	1 397 743,73 €	3,67 ans	3,720 %	3,720 %	Actuarielle	Principal	6F
Prêt 82	CE	3 000 000,00 €	21/07/08	Double phase	28/01/19	1 000 000,00 €	4,58 ans	0,032 %	0,031 %	Actuarielle	Principal	1A
Prêt 85	CE	2 000 000,00 €	29/05/09	Double phase	25/06/19	1 100 000,00 €	10,49 ans	0,789 %	0,778 %	Actuarielle	Principal	1A
Prêt 86	CE	2 000 000,00 €	28/04/09	Double phase	05/05/19	1 100 000,00 €	10,35 ans	0,782 %	0,771 %	Actuarielle	Principal	1A
Prêt 91	CRCA	3 000 000,00 €	14/06/11	Fixe	02/01/19	1 950 000,00 €	12,76 ans	4,557 %	4,410 %	Actuarielle	Principal	1A
Prêt 102	CE	2 180 000,00 €	29/10/13	Fixe	05/02/19	1 711 609,61 €	10,11 ans	3,780 %	3,780 %	Actuarielle	Principal	1A
Prêt 103	CRCA	4 000 000,00 €	21/07/14	Fixe	01/04/19	3 150 000,00 €	15,76 ans	3,080 %	3,080 %	Actuarielle	Principal	1A
Prêt 109	SFIL	1 834 521,59 €	20/03/18	EURIBOR	01/07/19	1 834 521,59 €	9,51 ans	0,275 % 0,270 %	0,089 %	Forfaitaire	Principal	1A
Prêt 88	CE	3 400 000,00 €	28/12/10	Fixe	20/01/19	2 210 000,00 €	12,06 ans	3,880 %	3,880 %	Actuarielle	Principal	1A
Prêt 96	SFIL	2 231 788,84 €	03/05/12	Structuré	01/09/19	1 528 292,85 €	8,67 ans	4,086 %	4,030 %	De marché	Principal	1E
Prêt 100	SFIL	5 300 000,00 €	03/05/12	Fixe	01/01/20	3 629 354,16 €	9,01 ans	5,424 %	5,350 %	Actuarielle	Principal	1A
Prêt 95	SFIL	10 773 966,63 €	03/05/12	Structuré	01/05/19	7 377 837,82 €	8,34 ans	3,974 %	3,920 %	De marché	Principal	6F
Prêt 78	CE	4 000 000,00 €	18/01/08	Fixe	08/02/19	3 226 515,62 €	19,12 ans	4,830 %	4,830 %	Actuarielle	Principal	1A
Prêt 79	CE	3 000 000,00 €	18/01/08	Fixe	09/05/19	2 419 886,65 €	19,37 ans	4,830 %	4,830 %	Actuarielle	Principal	1A
Prêt 81	CE	3 000 000,00 €	18/01/08	Fixe	13/06/19	2 419 886,65 €	19,46 ans	4,830 %	4,830 %	Actuarielle	Principal	1A
Prêt 108	SFIL	3 600 000,00 €	15/01/18	Fixe	01/03/19	3 457 894,74 €	18,18 ans	1,400 %	1,400 %	Actuarielle	Principal	1A
Prêt 107	CRCA	4 000 000,00 €	19/05/16	Structuré	31/01/19	3 800 000,00 €	18,10 ans	1,683 %	1,660 %	De marché	Principal	1A
<b>Totaux</b>						<b>50 282 438,17 €</b>						

# ROYAN

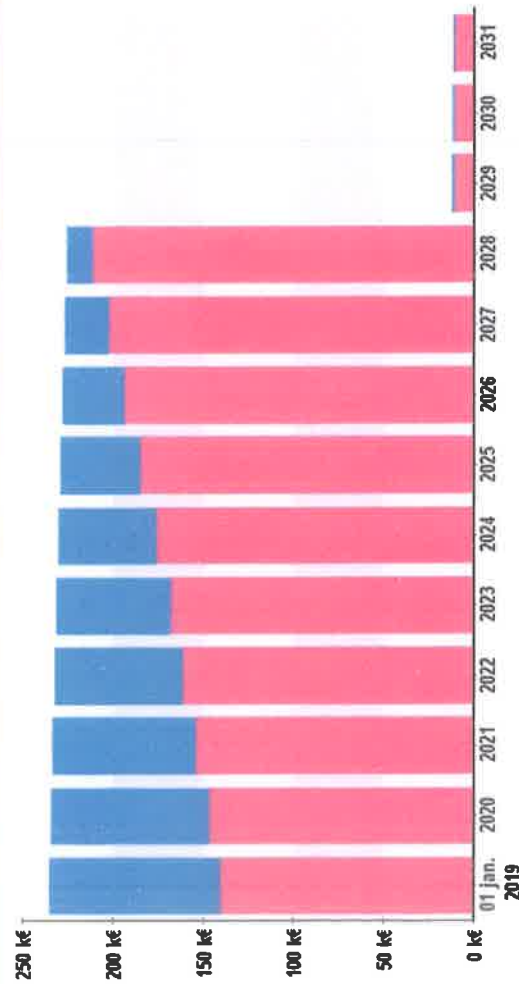
## Tableau de bord de la dette

en date du mardi 1 janvier 2019

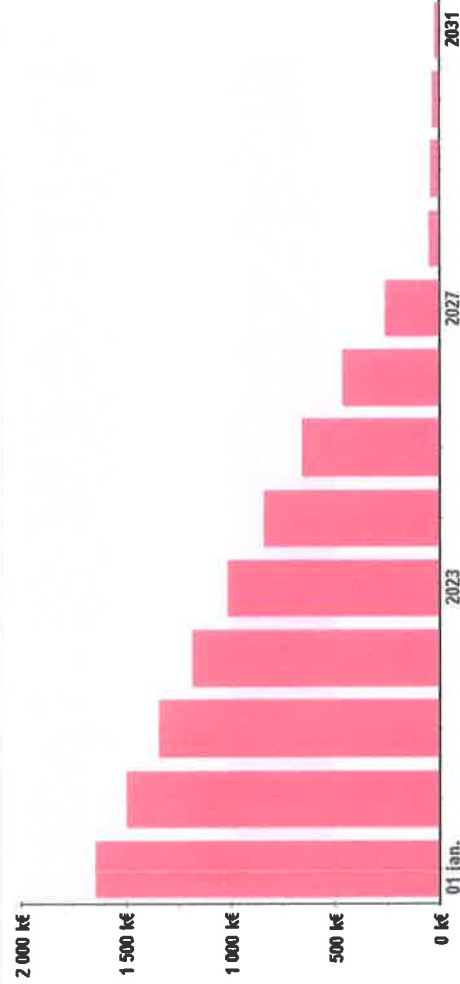
### Synthèse générale

Capital restant dû	Nbre de lignes	Taux moyen	Durée résiduelle moyenne pondérée	% taux fixe	% taux variable	% autres
1 636 524 €	2	5.3 %	9,25 ans	100 %	0 %	0 %

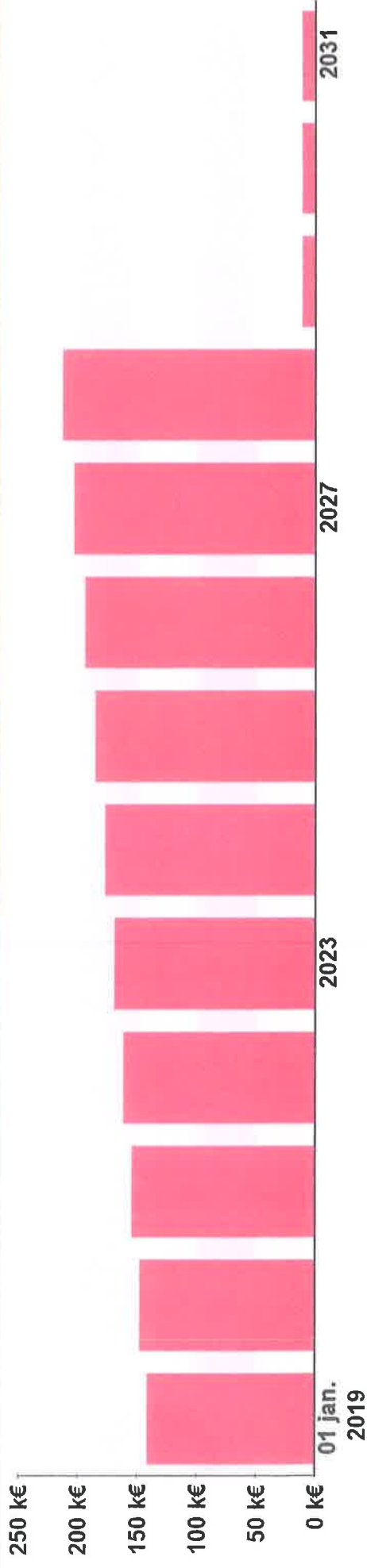
### Échéances



### Capital restant dû



Amortissement



Intérêts



Synthèse par type de support

Support	Capital restant dû	% CRD total	Nbre de lignes	Taux moyen	Durée résiduelle moyenne pondérée	% taux fixe	% taux variable	% autres
Contrat unique	1 636 524 €	100 %	2	5,3 %	9,25 ans	100 %	0 %	0 %

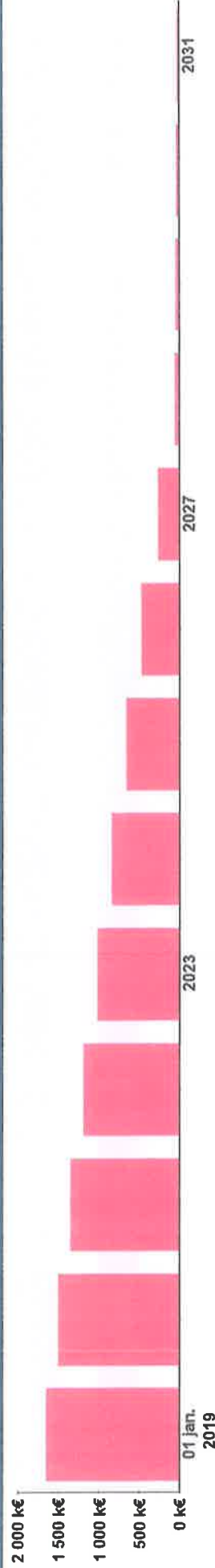


Synthèse par type de risque

Catégorie de risque	Capital restant dû	% CRD total	Nbre de lignes	Taux moyen	Durée résiduelle moyenne pondérée	% taux fixe	% taux variable	% autres
Taux fixe en €	1 636 524 €	100 %	2	5,3 %	9,25 ans	100 %	0 %	0 %



Capital restant dû par type de taux

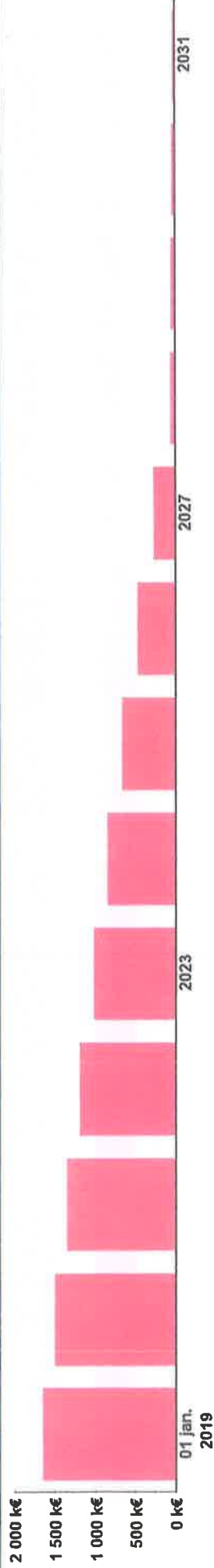


Synthèse par type de budget



Budget	Capital restant dû	% CRD total	Nbre de lignes	Taux moyen	Durée résiduelle moyenne pondérée	% taux fixe	% taux variable	% autres
Budget eau	1 636 524 €	100 %	2	5,3 %	9,25 ans	100 %	0 %	0 %

Capital restant dû par budget



Synthèse par catégorie GISSLER



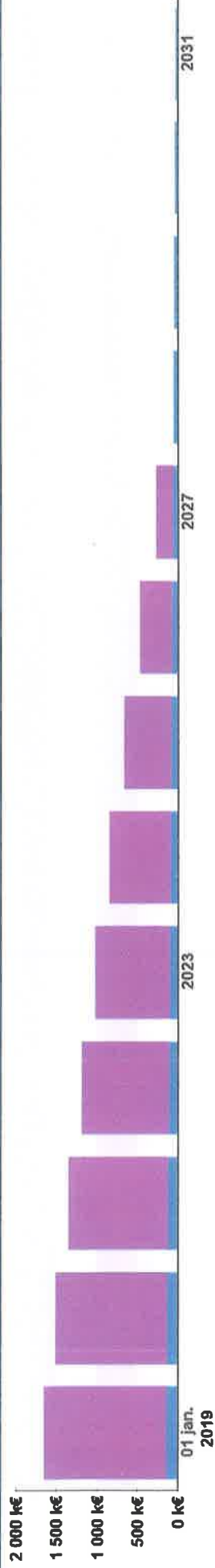
GISSLER	Capital restant dû	% CRD total	Nbre de lignes	Taux moyen	Durée résiduelle moyenne pondérée	% taux fixe	% taux variable	% autres
1A	1 636 524 €	100 %	2	5,3 %	9,25 ans	100 %	0 %	0 %

Synthèse par prêteur



Prêteur	Capital restant dû	% CRD total	Nbre de lignes	Taux moyen	Durée résiduelle moyenne pondérée	% taux fixe	% taux variable	% autres
CE	130 000 €	7,94 %	1	3,88 %	12,06 ans	100 %	0 %	0 %
SFIL	1 506 524 €	92,06 %	1	5,42 %	9,01 ans	100 %	0 %	0 %

Capital restant dû par prêteur



Vos crédits "structurés"

Ventilation du CRD par type d'indemnité



Type d'indemnité	Capital restant dû	% CRD total	Nbre de lignes	Taux moyen	Durée résiduelle moyenne pondérée	% taux fixe	% taux variable	% autres
Actuarielle	1 636 524 €	100 %	2	5,3 %	9,25 ans	100 %	0 %	0 %



	CA 2017	CA 2018	BP 2019	ESTIMA. 2020	ESTIMA. 2021	ESTIMA. 2022
<b>DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>33 450 000 €</b>	<b>33 634 000 €</b>	<b>33 800 000 €</b>	<b>34 320 000 €</b>	<b>34 625 000 €</b>	<b>34 946 000 €</b>
CHARGES COURANTES (INFLATION)	9 330 000 €	9 630 000 €	9 830 000 €	9 950 000 €	10 070 000 €	10 200 000 €
PERSONNEL (+ 1,5%)	18 220 000 €	18 022 000 €	18 788 000 €	19 070 000 €	19 355 000 €	19 646 000 €
CHARGES DE GESTION (DONT SUBVENTIONS) (CONSTANT)	3 170 000 €	3 096 000 €	2 688 000 €	2 700 000 €	2 700 000 €	2 700 000 €
CHARGES FINANCIERES (REEL ET 6% PRÊT TOXIQUE)	2 200 000 €	2 276 000 €	2 155 000 €	2 250 000 €	2 150 000 €	2 050 000 €
AUTRES CHARGES (REEL)	530 000 €	610 000 €	339 000 €	350 000 €	350 000 €	350 000 €
<b>DEPENSES INCERTAINES A CE JOUR</b>						
CCAS/SAAD			260 000 €	260 000 €	260 000 €	260 000 €
PRELEVEMENT LOGEMENTS SOCIAUX			203 000 €	350 000 €	400 000 €	460 000 €
<b>RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>40 550 000 €</b>	<b>41 773 000 €</b>	<b>39 783 000 €</b>	<b>40 115 000 €</b>	<b>40 560 000 €</b>	<b>41 015 000 €</b>
ATTENUATIONS DE CHARGES (REEL)	880 000 €	830 000 €	710 000 €	700 000 €	700 000 €	700 000 €
PRODUITS DES DOMAINES ET DES SERVICES (INFLATION)	2 300 000 €	2 427 000 €	1 895 000 €	1 920 000 €	1 945 000 €	1 970 000 €
IMPÔTS ET TAXES (BASES + ENRICHISSEMENT = + 1,5%)	27 390 000 €	27 922 000 €	28 217 000 €	28 640 000 €	29 070 000 €	29 505 000 €
DOTATIONS ET PARTICIPATIONS (ECRÈTEMENT DGF)	5 850 000 €	5 876 000 €	5 575 000 €	5 425 000 €	5 375 000 €	5 325 000 €
PRODUITS DE GESTION COURANTE (INFLATION)	3 880 000 €	3 289 000 €	3 150 000 €	3 190 000 €	3 230 000 €	3 275 000 €
AUTRES PRODUITS (REEL)	250 000 €	1 429 000 €	236 000 €	240 000 €	240 000 €	240 000 €
<b>CAF BRUTE</b>	<b>7 100 000 €</b>	<b>8 139 000 €</b>	<b>5 520 000 €</b>	<b>5 185 000 €</b>	<b>5 275 000 €</b>	<b>5 349 000 €</b>
<b>REMBOURSEMENT CAPITAL DE LA DETTE</b>	<b>4 353 000 €</b>	<b>4 356 000 €</b>	<b>4 528 000 €</b>	<b>4 740 000 €</b>	<b>5 065 000 €</b>	<b>4 610 000 €</b>
<b>CAF NETTE</b>	<b>2 747 000 €</b>	<b>3 783 000 €</b>	<b>992 000 €</b>	<b>445 000 €</b>	<b>210 000 €</b>	<b>739 000 €</b>
<b>EMPRUNT REALISE (FINANCEMENT)</b>	<b>3 600 000 €</b>	<b>3 800 000 €</b>		<b>4 000 000 €</b>	<b>4 000 000 €</b>	<b>4 000 000 €</b>
<b>DESENDETTLEMENT PREVISIONNEL</b>	<b>-753 000 €</b>	<b>-556 000 €</b>	<b>-4 528 000 €</b>	<b>-740 000 €</b>	<b>-1 065 000 €</b>	<b>-610 000 €</b>